



BNP PARIBAS

Premier amendement au Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel **2025**

Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 19 mars 2026
sous le numéro D.26-0112



Ce premier amendement au document d'enregistrement universel 2025 a été déposé le 30 avril 2026 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) n°2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note relative aux titres financiers et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au document d'enregistrement universel. L'ensemble est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) n°2017/1129.

Société anonyme au capital de 2 203 201 214 euros
Siège social : 16 boulevard des Italiens, 75009 PARIS
R.C.S. : PARIS 662 042 449

Table des matières

- 1. Information financière au 31 mars 2026**
- 2. Risques et adéquation des fonds propres – Pilier 3 (non audités)**
- 3. Gouvernance**
- 4. Notations long terme et court terme**
- 5. Evènements récents**
- 6. Informations complémentaires**
- 7. Responsable du contrôle des comptes**
- 8. Responsable du Document d'enregistrement universel**
- 9. Tables de concordance**

1. Information financière au 31 mars 2026

RESULTATS DU PREMIER TRIMESTRE 2026

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 30 avril 2026

Nous réalisons un trimestre record, porté par une excellente performance opérationnelle et la mise en œuvre des plans stratégiques

		1T26 (en M€)	1T25
Forte croissance des revenus <ul style="list-style-type: none">• CIB (-0,8% / 1T25 ; +3,1% à pcc*) : solide performance• CPBS (+4,9% / 1T25 ; +5,3% à pcc) : poursuite du fort rebond• IPS (+32,8% / 1T25 ; +10,6% à pcc) : excellent trimestre	— Revenus	14 056	12 960
		+8,5%	
Efficacité opérationnelle et maîtrise des coûts <ul style="list-style-type: none">• Accélération de l'intégration d'AXA IM se traduisant par des charges de restructuration	— Frais de gestion	8 710	8 257
		Effet de ciseaux +3 pts	
Résultat Brut d'Exploitation en forte hausse	— RBE	5 346	4 703
		+13,7%	
Coût du risque en ligne avec notre objectif 2026 < 40 pb	— Coût du risque	922	766
		39 pb	
Résultat avant impôt porté par une performance opérationnelle clé	— RNAI	4 608	4 240
		+8,7%	
Résultat net part du groupe supérieur à 3,2 Md€, un niveau record	— Résultat net	3 217	2 951
		+9,0%	

Distribution du résultat en 2025

Dividende : **5,16 €****, solde de **2,57 €** payé¹ le 20 mai 2026
Rachat d'actions : **1,15 Md€** finalisé le 19 décembre 2025

31.03.2026

Ratio CET1 :
12,8%

Excellent début d'année en ligne avec nos objectifs 2026

*à périmètre et change constant ; par défaut, la variation par rapport au 1T25 recomposé le 16 mars 2026 est réalisée à périmètre et change historique

**Dividende : sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale du 12 mai 2026



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

Le 29 avril 2026, le Conseil d'administration de BNP Paribas, réuni sous la présidence de Jean Lemierre, a examiné les résultats du Groupe pour le premier trimestre 2026.

Jean-Laurent Bonnafé, Administrateur Directeur Général, a déclaré à l'issue de ce Conseil d'administration :

« Le Groupe réalise un premier trimestre record, porté par la très bonne dynamique des pôles opérationnels et la mise en œuvre de nos plans stratégiques. Les initiatives déjà engagées pour préparer le plan 2027-2030 nous permettent de confirmer nos objectifs à l'horizon 2028. Dans l'environnement incertain actuel, être à l'écoute et accompagner nos clients au quotidien reste notre priorité. Je tiens à remercier nos équipes pour leur engagement continu à leurs côtés. »

RESULTATS DU GROUPE AU 31 MARS 2026

Résultats du Groupe au 1^{er} trimestre 2026

Revenus

Au 1^{er} trimestre 2026 (ci-après 1T26), le **produit net bancaire du Groupe (PNB)** s'élève à 14 056 M€, en hausse de 8,5% par rapport au 1^{er} trimestre 2025² (ci-après 1T25), porté par les bonnes performances opérationnelles des trois pôles ainsi que l'intégration d'AXA IM.

Corporate & Institutional Banking (CIB) est stable (-0,8% / 1T25). La croissance hors effet change (+3,1% à périmètre et change constants (ci-après pcc)) reflète la solidité de ses plateformes, les gains de parts de marché et la progression dans les classements (*league tables*). Dans un marché marqué par l'attentisme des clients en lien avec l'actualité géopolitique, les revenus de Global Banking sont en recul (-9,8% / 1T25 ; -5,1% pcc) malgré la bonne dynamique commerciale. Global Markets (+2,5% / 1T25) bénéficie de la poursuite de la croissance des activités Equity & Prime Services, FICC étant stable. Enfin, les revenus de Securities Services sont en hausse (+6,5% / 1T25).

Le PNB de **Commercial, Personal Banking & Services (CPBS)**³ est en forte croissance (+4,9% / 1T25 ; +5,3% à pcc) porté par la croissance des banques commerciales (+7,9% / 1T25). Au sein de la zone euro, les revenus progressent de 7,9 %, reflétant le rebond annoncé dans un environnement de taux d'intérêt favorable. Ils sont en hausse prononcée (+8,0% / 1T25) pour Europe Méditerranée. Au sein des métiers spécialisés, les revenus d'Arval et Leasing Solutions (-11,7% / 1T25) sont impactés par une baisse du prix des véhicules d'occasion (VO) chez Arval malgré ses bonnes performances commerciales comme l'illustre la forte hausse de son PNB organique (+9,8% / 1T25⁴). Les revenus de Personal Finance sont en croissance (+5,2% / 1T25), tirés par l'effet positif combiné de la hausse des volumes et des marges. Les revenus des Nouveaux Métiers Digitaux et Personal Investors sont en hausse (+7,4% / 1T25).

Investment & Protection Services (IPS) réalise un très bon trimestre. La forte hausse de ses revenus (PNB : +32,8% / 1T25 ; +10,6% à pcc) illustre une croissance organique soutenue et les effets de l'intégration d'AXA IM. Les revenus Assurance enregistrent une croissance à deux chiffres, portés par la collecte en Epargne, et le résultat financier. Wealth Management et Asset Management réalisent également un très bon trimestre, porté par la hausse des commissions.

2



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

Frais de gestion

Les frais de gestion s'élevèrent à 8 710 M€ (+5,5% / 1T25). L'effet de ciseaux au niveau du Groupe est très positif à 3 points grâce à une discipline de coûts renforcée dans l'ensemble des pôles opérationnels, les coûts d'intégration d'AXA IM prévus en 2026 ayant été largement absorbés ce trimestre. Cette performance reflète la poursuite des mesures d'efficacité opérationnelle, représentant environ 180 M€ mises en œuvre au niveau du Groupe au 1T26. Sur cette base, le coefficient d'exploitation s'établit à 62%. Au niveau des pôles opérationnels, l'effet de ciseaux est positif de +1,5 points (+2,1 points à pcc).

Les frais de gestion de **CIB** sont en baisse (-2,3% / 1T25), en lien avec une bonne maîtrise des coûts. Le coefficient d'exploitation de CIB s'élève à 55,3%. L'effet de ciseaux est positif au niveau du pôle (+1,4 points) ainsi qu'au niveau des activités de Global Markets (+6,2 points) et de Securities Services (+3,5 points). Global Banking enregistre un coefficient d'exploitation bas (46,9%).

Les frais de gestion sont en hausse de 2,6% au sein du pôle **CPBS**³. L'effet de ciseaux est positif au global (+2,3 points). L'effet de ciseaux est très positif (i) au sein des banques commerciales de la zone euro (+5,3 points), (ii) chez Europe Méditerranée (+3,4 points), (iii) chez Personal Finance (+3,9 points) et (iv) pour l'activité Nouveaux Métiers Digitaux et Personal Investors (+4,3 points). Concernant Arval & Leasing Solutions, l'effet de ciseaux s'établit à -13,0 points du fait d'un effet de base et de l'impact du PNB VO.

Enfin, les frais de gestion d'**IPS** sont en hausse (+33,2% / 1T25) en lien avec l'intégration d'AXA IM. L'effet de ciseaux au niveau du pôle est de -0,4 points et de +5,9 points à périmètre et change constants. Il est très positif au niveau de l'Assurance (+9,9 points) et de Wealth Management (+6,7 points).

Coût du risque⁵

Le coût du risque du Groupe s'établit à 922 M€ (766 M€ au 1T25). Cette évolution est principalement liée aux dotations sur créances douteuses (strate 3), à hauteur de 938 M€ (775 M€ au 1T25). Les provisions sur encours sains (strates 1 et 2) sont en légère reprise de 16 M€, les dotations prospectives liées à l'environnement géopolitique étant compensées par les reprises en strates 1 et 2.

Le stock de provisions s'établit au 31 mars 2026 à 18,4 Md€, dont 3,8 Md€ en strates 1 et 2. Le taux de couverture des créances douteuses (strate 3) s'élève à 67,1%, pour un taux de créances douteuses de 1,6%, niveau faible et en baisse régulière sur longue période.

Sur cette base, le coût du risque atteint 39 points de base des encours, en ligne avec l'objectif de moins de 40 points de base pour 2026.

Le profil de risque du Groupe est historiquement bas et peu volatil à travers le cycle, la moyenne du coût du risque du Groupe hors Personal Finance s'établissant à 30 points de base entre 2013 et 2025 et à 25 points de base au 1T26.

Les expositions sont diversifiées, aucun secteur ne représentant plus de 4% ; 79% des encours de crédit sont classés *Investment Grade*.



L'exposition bilantielle au *private credit* est limitée et strictement encadrée, représentant environ 3% des encours totaux (soit 22 Md€), composée à 90% de *Senior Portfolio Financing* (SPF), sans exposition classée non performante. Ce portefeuille se caractérise par des *loan-to-value* modérés, une sur-collatéralisation élevée des structures SPF, une forte diversification sectorielle, une exposition principalement aux acteurs les plus solides du *private credit*. La qualité des collatéraux fait l'objet d'un suivi régulier et prudent, incluant des ajustements de valorisation des actifs sous-jacents.

Résultat d'exploitation, Résultat avant impôt et Résultat net part du Groupe

Le **résultat d'exploitation** du Groupe s'établit à 4 179 M€ (3 922 M€ au 1T25). Au niveau des pôles opérationnels, il est en hausse de 7,0% par rapport au 1T25.

Le taux moyen d'impôt sur les bénéfices s'établit à 29,3% pour le 1^{er} trimestre, reflétant un effet saisonnalité lié à la non-déductibilité de la plupart des taxes IFRIC 21, enregistrées au premier trimestre.

Les éléments exceptionnels du trimestre ont un impact positif de 109 M€ sur le résultat net part du Groupe, un niveau globalement stable, représentant 3,4% du résultat net part du Groupe au 1T26, contre 3,0% au 1T25. Ils intègrent une dotation pour risques légaux sur instruments financiers de 219 M€, liée au dossier *Motor Finance* au Royaume-Uni, reflétant l'impact attendu du dispositif d'indemnisation des clients à la suite de la décision de la Financial Conduct Authority (FCA) du 30 mars 2026. L'impact négatif de cette dotation s'élève à 98 M€ sur le résultat net part du Groupe. Les éléments exceptionnels comprennent également, au niveau des éléments hors exploitation, la revalorisation de la participation dans Allfunds pour un montant de 372 M€ avant impôts, consécutive à l'offre proposée par Deutsche Börse et à la perte de l'influence notable du Groupe dans cette société.

Le **résultat net part du Groupe** s'élève à 3 217 M€ au 1T26, un niveau record, en hausse de 9,0% par rapport au 1T25 (2 951 M€). Le ROTE s'établit à 12,8%.

Développement durable

BNP Paribas confirme son leadership mondial en finance durable, avec des positions de premier plan dans les principaux classements extra-financiers et la première place mondiale concernant les émissions de bonds et de prêts durables depuis le début de l'année 2026, représentant près de 20 milliards de dollars arrangés. Cette dynamique soutenue se traduit par plusieurs transactions emblématiques dans l'ensemble des pôles du Groupe, notamment i) sa participation à une facilité de crédit renouvelable liée à la durabilité de 2 Md€ pour Elia Transmission Belgium, ii) un investissement stratégique dans Entrix via le BNP Paribas Solar Impulse Venture Fund, iii) l'émission du premier *green bond* de 100 M\$ de la Banque asiatique de développement dédié à l'adaptation climatique face à la fonte des glaciers en Asie, et iv) une émission souveraine durable record du Mexique d'un montant de 4,75 Md€. Parallèlement, BNP Paribas renforce ses objectifs d'alignement de son portefeuille de crédit / net zéro avec de nouveaux objectifs de décarbonation à horizon 2030, visant une réduction de l'intensité carbone de 37 % à 26 % dans le secteur automobile et de 47 % à 40 % dans la production d'électricité par rapport à 2020.

4



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

Structure financière au 31 mars 2026

Le ratio « **Common Equity Tier 1** » s'élève à 12,8% au 31 mars 2026, en hausse de + 20 points de base par rapport au 31 décembre 2025 et très supérieur aux exigences SREP (10,42% depuis le 1^{er} janvier 2026, en recul de 10 points de base rapport à 2025).

Le 1^{er} trimestre 2026 est marqué par les effets combinés (i) de la génération organique de capital nette de l'évolution des actifs pondérés au 1T26 (+30 points de base), (ii) de la distribution du résultat du 1T26 basée sur un taux de distribution de 60% (-20 points de base) et (iii) d'autres facteurs notamment liés aux évolutions de périmètre (+10 points de base).

Le Groupe accélère vers son objectif de ratio CET1 de 13% à l'horizon 2027, sa trajectoire de capital reposant sur :

- La génération organique de capital soutenue par la progression du résultat net ;
- Le cycle de cessions d'actifs devant contribuer à hauteur de +30 à +50 points de base au ratio CET1 (13 points de base nets annoncés à ce stade) ;
- Une croissance organique maîtrisée des RWA, de l'ordre de +2% net par an après titrisation ;
- La politique de distribution aux actionnaires de 60% en 2026. Au-delà de 2026, le taux de distribution sera au moins de 60%, les modalités devant être précisées dans le cadre du plan stratégique 2027-2030.

Le redéploiement des 170 points de base de capital issus de la cession de Bank of the West est désormais achevé. Il a été réalisé en trois vagues successives, avec des niveaux de rentabilité des capitaux investis (ROIC) croissants.

- La première vague en 2023 représentant 60 points de base, a été consacrée à un retour immédiat aux actionnaires par le biais de rachats d'actions, avec un ROIC d'environ 14% en 2023 ;
- La deuxième vague en 2023-2024, portant sur 55 points de base, a combiné la croissance organique de CIB et des opérations de croissance externe ciblées, avec un ROIC d'environ 17% en 2025 ;
- La troisième vague en 2025-2026, également de 55 points de base, a été dédiée à des acquisitions ciblées (AXA IM, HSBC Private Banking en Allemagne, Athlon⁶) visant à positionner le Groupe en amont du prochain cycle de croissance, avec un ROIC attendu d'environ 21% à l'horizon 2029.

Le **ratio de levier**⁷ s'élève à 4,4% au 31 mars 2026.

Au 31 mars 2026, le **Liquidity Coverage Ratio**⁸ (fin de période) s'établit à 125%, les **actifs liquides de haute qualité (HQLA)** à 359 Md€ et la **réserve de liquidité disponible instantanément**⁹ à 464 Md€.



Trajectoire à l'horizon 2028

Le Groupe confirme ses objectifs à l'horizon 2028 et poursuit l'amélioration de sa rentabilité par le biais des plans stratégiques déjà en cours d'exécution et présentés dans le cadre de Deep Dive dédiés.

Cette trajectoire, reposant sur une combinaison de croissance soutenue des revenus et d'accélération des mesures d'efficacité opérationnelle, se traduit notamment par :

- Un **ROTE** attendu à 12% en 2026 et supérieur à 13% en 2028 ;
- Un **coefficient d'exploitation** d'environ 60% en 2026, puis inférieur à 56% en 2028,
- Une croissance du **résultat net part du Groupe** attendue à plus de 10% par an sur la période 2025-2028.

Le Groupe renforce dès à présent les fondations de son plan stratégique 2027-2030 en ayant lancé le plan de transformation des fonctions supports qui s'appuiera notamment sur l'Intelligence Artificielle. Au niveau des métiers plus spécifiquement, les trois prochains Deep Dives seront consacrés à BNP Paribas Fortis en Belgique (BCEB) le 1er juin, puis au second semestre à BNL bc en Italie et à Arval.

CORPORATE AND INSTITUTIONAL BANKING (CIB)

Résultats de CIB au 1^{er} trimestre 2026

CIB réalise un bon trimestre, atténué par l'effet change et une base de comparaison élevée.

Le **produit net bancaire** (5 243 M€) est en baisse de 0,8% / 1T25 (+3,1% pcc), reflétant la solidité de ses plateformes malgré les effets de change et de taux d'intérêt ainsi qu'un effet de base important au 1T25.

Les **frais de gestion**, à 2 899 M€, sont en baisse de 2,3% / 1T25, en lien avec une bonne maîtrise des coûts. L'effet de ciseaux est positif de 1,4 points et le coefficient d'exploitation est bas (55,3% au 1T26).

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 2 343 M€, en hausse de 1,0% / 1T25. Le **coût du risque** s'établit à 111 M€, un niveau bas.

CIB dégage un **résultat avant impôt** de 2 238 M€, en léger recul de 1,1%.



CIB – Global Banking

Les gains de parts de marché et classements illustrent un premier trimestre solide malgré une base de comparaison élevée au 1T25, l'impact change et un ralentissement des marchés européens.

Les revenus s'établissent à 1 513 M€, en recul de 9,8 % par rapport au 1er trimestre 2025, soit un recul de 5,1 % à pcc. Au-delà de l'effet change ponctuel, le recul des revenus s'explique par un effet de base au 1T25. En revanche, la bonne dynamique commerciale a permis de continuer à gagner des parts de marchés et à progresser dans les classements.

Le positionnement de Capital Markets reste robuste, porté par une bonne performance commerciale et des gains de parts de marché, tandis que la dynamique commerciale demeure également favorable en Transaction Banking. Sur le plan commercial, les encours de crédits sont en légère hausse (+0,9% / 1T25), tandis que les dépôts progressent de +2,4 % / 1T25.

Global Banking confirme par ailleurs son leadership¹⁰ en EMEA au 1er trimestre 2026, avec une position de n°1 sur plusieurs segments de dette et une progression à la 3e place en ECM EMEA, contre la 5e place au 1T25.

Les frais de gestion sont maîtrisés (+1,3% à pcc / 1T25).

Le coût du risque reste bas à 22 points de base au 1T26, il est néanmoins en hausse par rapport au 1T25 (11 points de base) du fait de provisions strate 3 plus importantes partiellement compensées par des reprises en strates 1 et 2 plus élevées.

CIB – Global Markets

Global Markets réalise un très bon trimestre au global.

À 2 884 M€, les revenus de Global Markets sont en hausse de 2,5% / 1T25 (+6,6% à pcc).

Les revenus d'Equity & Prime Services s'établissent à 1 257 M€ et enregistrent une forte progression de 9,3 % à pcc par rapport au 1er trimestre 2025. Ce trimestre se caractérise par une activité soutenue dans les Actions, avec une bonne dynamique commerciale dans l'ensemble des lignes métiers, compensant largement les effets de change. En particulier, Prime Services poursuit sa progression, portée par la hausse des balances clients.

Les revenus de FICC atteignent 1 627 M€, en hausse de 3,9 % à pcc, tirés notamment par les activités Matières Premières, Change et Marchés Locaux, tant sur les taux que sur le change. En revanche, les marchés primaires demeurent pénalisés par les incertitudes de marché.

Les frais de gestion sont maîtrisés et la VaR (1 jour, 99%) moyenne, qui mesure le niveau des risques de marché, reste à un niveau bas à 31 M€ (- 2,5 M€ / 4T25).



CIB – Securities Services

Le 1^{er} trimestre marque une nouvelle hausse soutenue des revenus.

Les revenus de Securities Services progressent de +6,5% à 845 M€, portés par l'entrée en relation avec de nouveaux clients, la hausse des transactions, la très bonne performance de *Market Financing Solutions* et le niveau élevé des dépôts.

Ce trimestre, de nouveaux mandats ont été signés et Securities Services est intervenu comme agent de transfert et prestataire de tenue de fonds pour une part de fonds monétaire tokenisée de BNP Paribas Asset Management sur une blockchain publique. Les équipes ont également lancé de nouvelles fonctionnalités sur la plateforme Neolink et participé, en tant qu'agent payeur et dépositaire, à un test sur des obligations tokenisées, en partenariat avec SWIFT et d'autres acteurs.

Les frais de gestion sont en hausse contenue. Combinée à la croissance des revenus, le coefficient d'exploitation s'établit à un niveau bas de 65,5%, en recul de 2,2 points par rapport au 1T25. L'effet de ciseaux est très positif à 3,5 points.

COMMERCIAL, PERSONAL BANKING & SERVICES (CPBS)

Résultats de CPBS au 1^{er} trimestre 2026

Le rebond se confirme au 1^{er} trimestre au sein de Commercial & Personal Banking et l'effet de ciseaux est positif.

Le produit net bancaire³, à 6 852 M€, est en hausse de 4,9% / 1T25.

Les revenus des banques commerciales³ à 4 528 M€ sont en forte hausse (+7,9% / 1T25). Dans la zone euro, le résultat avant impôt progresse fortement, porté par la progression des revenus d'intérêts et des commissions combinée à une discipline rigoureuse sur les frais de gestion. La dynamique commerciale du trimestre se reflète notamment dans la poursuite de l'essor des usages digitaux, avec un nombre moyen de connexions mensuelles en hausse de 6,9%, ainsi que dans la croissance continue de la base clients de Hello bank!, qui atteint 3,8 millions (+3,8% par rapport au 1er trimestre 2025). En Europe-Méditerranée, la dynamique commerciale demeure solide, en particulier en Pologne, tandis qu'en Turquie l'activité reste soutenue dans un environnement opérationnel en phase de stabilisation.

Les revenus des Métiers Spécialisés s'établissent à 2 325 M€ (-0,6% / 1T25). Personal Finance enregistre une croissance à deux chiffres du résultat avant impôt, portée par l'amélioration des marges, en ligne avec la trajectoire présentée lors du Deep Dive, et soutenue par une dynamique commerciale robuste ainsi que par le succès des partenariats BtoC et Retail. Arval bénéficie de l'expansion de la flotte et de la progression des marges tandis que Leasing Solutions améliore sa rentabilité grâce à une évolution favorable du coût du risque. Par ailleurs, les Nouveaux Métiers Digitaux et Personal Investors affichent une forte croissance du résultat avant impôt, tirée par l'augmentation de la clientèle et un niveau d'activité élevé, tout en maintenant une discipline stricte sur les coûts.

8



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

Le trimestre est également marqué par la **poursuite d'initiatives transverses structurantes**. Dans le domaine de la mobilité, BNP Paribas Mobility a lancé un partenariat avec La Banque Postale, dont des retombées commerciales sont attendues pour Personal Finance, Arval et BNP Paribas Cardif. En matière de paiements, et plus spécifiquement autour de Wero, BNP Paribas Fortis a lancé sa plateforme e-commerce en Belgique, tandis que le déploiement de Wero chez Nickel porte à 5,5 millions le nombre d'utilisateurs nets pour le Groupe au 31 mars 2026.

Les frais de gestion³ sont en hausse de +2,6%. L'effet de ciseaux est très positif au sein des banques commerciales de la zone euro (+5,3 points) et pour Europe Méditerranée (+3,4 points). Dans les métiers spécialisés, ils sont en légère hausse (+1,5% / 1T25) avec un effet de ciseaux positif au niveau (i) de Personal Finance (+3,9 points), et (ii) de l'activité Nouveaux Métiers Digitaux et Personal Investors (+4,3 points).

Le résultat brut d'exploitation³ s'établit à 2 356 M€ (+9,6% / 1T25) et **le coût du risque³** à 754 M€ (697 M€ au 1T25), en hausse de 8,2% / 1T25.

CPBS dégage un **résultat avant impôt³** de 1 598 M€, en forte hausse (+7,2% / 1T25).

CPBS – Banque Commerciale en France (BCEF)

BCEF démarre l'année avec une croissance à deux chiffres du résultat avant impôt, en ligne avec sa trajectoire RONE 2024-2028.

Les encours de dépôts s'inscrivent en recul de 2,3 % par rapport au 1er trimestre 2025, avec une évolution favorable du mix, marquée par un net repli des dépôts à terme (-15,4 % / 1T25) et une progression des dépôts à vue (+1,4 % / 1T25), tandis que les comptes d'épargne refluent légèrement (-0,5 % / 1T25). Les encours de crédits diminuent de 1,1 % sur un an et sont stables hors PGE, les prêts immobiliers et les crédits aux entreprises restant en léger retrait sous l'effet de l'extinction progressive des dispositifs PGE. En épargne hors bilan, la collecte nette en assurance-vie atteint 1,6 Md€ au 31 mars 2026, à un niveau très supérieur à celui enregistré en 2025, tandis que la gestion sous mandat affiche une forte dynamique sur le trimestre. La collecte nette de la Banque Privée est en forte progression à 1,9 Md€ au 31 mars 2026. Enfin, Hello bank! poursuit la croissance de sa base clients (+4,2 % sur un an) et lance HelloiZ, un nouveau chatbot d'intelligence artificielle destiné à ses clients.

Le produit net bancaire¹¹ s'élève à 1 790 M€, en hausse de 7,7%, en ligne avec la trajectoire annoncée lors du Deep Dive BCEF. Au niveau des revenus d'intérêt¹¹, ce trimestre est marqué par un fort rebond lié au réinvestissement des dépôts à vue, partiellement compensé par la pression des marges sur les crédits. Les commissions¹¹ sont en forte croissance, soutenue par les commissions financières notamment auprès des clients particuliers, entrepreneurs et de la banque privée.

A 1 214 M€, les frais de gestion¹¹ sont en hausse (+2,5% / 1T25), en lien avec les investissements liés à la digitalisation. L'effet de ciseaux est fortement positif (+5,2 points).

Le résultat brut d'exploitation¹¹ s'élève à 576 M€ (+20,7% / 1T25).

Le coût du risque¹¹ s'établit à 139 M€ (125 M€ au 1T25), un niveau bas, soit 24 points de base des encours de crédit à la clientèle.



Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle IPS), BCEF dégage un résultat avant impôt¹² en très forte hausse de 379 M€ (+24,6% / 1T25), reflétant un résultat d'exploitation en hausse.

CPBS – BNL Banca Commerciale (BNL bc)

Le 1er trimestre est marqué par une légère hausse de son résultat avant impôt, portée par une discipline stricte en matière de coûts et de risques.

Les encours de dépôts sont en baisse de 2,2 %, avec une amélioration du mix, illustrée par un recul des dépôts à terme (-11,8 % / 1T25) et la stabilité des dépôts à vue. Les encours de crédits sont globalement stables (+0,4 % / 1T25) et progressent sur le périmètre hors crédits douteux (+0,7 % / 1T25). Le trimestre est marqué par la hausse des crédits aux entreprises (+3,7 % / 1T25 hors crédits douteux), partiellement compensée par le repli des crédits immobiliers, dans un contexte d'octroi sélectif des crédits. Les actifs clientèle hors bilan augmentent de 6,4 %¹³ / 31.03.2025, portés par la clientèle de Banque Privée et les particuliers. La collecte nette en Banque Privée s'établit à 1,1 Md€ au 1T26.

Le produit net bancaire¹¹ est stable à 728 M€ (-0,3% / 1T25). Les revenus d'intérêts reculent principalement du fait de la pression sur les marges sur les crédits, compensant la marge sur les dépôts. Les commissions¹¹ sont stables au global, avec une légère amélioration de la performance sur les métiers Assurance, Cash & Trade et les ventes croisées avec CIB.

À 444 M€, les frais de gestion¹¹ sont en légère hausse (+0,4% / 1T25, hors taxes IFRIC), l'impact de l'inflation étant compensé par les mesures d'économie et d'efficacité opérationnelle.

Le résultat brut d'exploitation¹¹ s'établit à 284 M€ (-2,8% / 1T25).

À 23 M€, le coût du risque¹¹ est en baisse et s'établit à un niveau très bas, à 13 points de base des encours de crédit à la clientèle, en lien avec des reprises de provisions Strate 3.

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle IPS), BNL bc dégage un résultat avant impôt¹² de 252 M€, en hausse (+2,2% / 1T25).

BNL bc présentera son plan stratégique à l'horizon de 2028 au 2^{ème} semestre 2026 dans le cadre de la série des Deep Dives mis en place par le Groupe.

CPBS – Banque Commerciale en Belgique (BCEB)

Le 1^{er} trimestre est marqué par un changement d'échelle de la rentabilité de BCEB soutenue par une forte dynamique commerciale, une maîtrise des coûts et un faible coût du risque.

Les encours de dépôt progressent légèrement de +0,6% / 1T25, avec un effet mix favorable lié à une forte baisse des comptes à terme (-16,0% / 1T25) au profit des comptes d'épargne (+5,2% / 1T25) et des dépôts à vue (+2,2% / 1T25) et de l'épargne hors bilan. Les encours de crédit sont stables (+0,4% / 1T25), portés par la progression des prêts immobiliers. Les actifs clientèle hors-bilan progressent de 5,4% / 31.03.2025, portés par la croissance des fonds et des titres. Les actifs sous gestion de la Banque Privée s'établissent à 86,8 Md€ au 31.03.2026 (+5,1% / 1T25). BCEB poursuit sa stratégie digitale avec une hausse des connexions aux applications mobiles (+9,7% / 1T25). Enfin, 50% des activités de back-office ont été externalisées ce trimestre auprès d'Accenture afin d'améliorer la flexibilité des coûts et l'efficacité opérationnelle.

10



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

Le produit net bancaire¹¹ s'établit à 1 055 M€, en forte hausse de 14,3% / 1T25, reflétant une excellente dynamique commerciale. Les revenus d'intérêt sont marqués ce trimestre par la progression de la marge portée par un effet mix favorable des dépôts. Les commissions augmentent de 2,8% / 1T25, hors commissions de distribution versées aux agents indépendants et au réseau Bpost.

À 966 M€, les frais de gestion¹¹ sont en hausse de 3,3% / 1T25 contenue grâce à la baisse des effectifs. L'effet de ciseaux est très positif à + 11 points.

Le résultat brut d'exploitation¹¹ s'établit à 89 M€.

Le coût du risque¹¹ reste à un niveau bas, à 9 points de base des encours de crédit à la clientèle.

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle IPS), BCEB dégage un résultat avant impôt¹² en forte hausse à 47 M€, porté par la hausse des revenus d'intérêt une gestion disciplinée des coûts.

BCEB présentera son plan stratégique à l'horizon de 2028 le 1^{er} juin 2026 dans le cadre de la série des Deep Dives mis en place par le Groupe.

CPBS – Banque Commerciale au Luxembourg (BCEL)

Une dynamique commerciale solide soutient la croissance à deux chiffres des revenus de BCEL au 1er trimestre.

Le produit net bancaire¹¹ s'établit à 178 M€ (+13,2 % / 1T25). Les revenus d'intérêt¹¹ sont en forte progression, en lien avec la bonne tenue des volumes et le réinvestissement des dépôts à vue non rémunérés. Les commissions sont en légère baisse ce trimestre, du fait d'un impact non-récurrent. Les commissions financières progressent.

À 92 M€, les frais de gestion¹¹ progressent de 7,7%, en lien avec l'inflation et des impôts. L'effet de ciseaux est très positif à 5,5 points.

Le résultat brut d'exploitation¹¹ est en très forte hausse, à 87 M€ (+19,7% / 1T25) et le coût du risque¹¹ s'établit à 39 points de base des encours de crédit à la clientèle, en lien avec un dossier spécifique ce trimestre.

Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle IPS), BCEL dégage ainsi un résultat avant impôt¹² de 71 M€ (-0,3% / 1T25).

CPBS – Europe Méditerranée

Très bon premier trimestre marqué par une dynamique commerciale positive et la hausse des volumes.

Les dépôts progressent (+2,1% / 1T25) notamment en Pologne ainsi que les encours de crédit (+5,2% / 1T25) en particulier en Pologne et en Turquie.

Le produit net bancaire¹¹ à 979 M€, est en hausse de 7,7% / 1T25 et de 4,9% / 1T25 hors effet de la norme comptable d'hyperinflation en Turquie. Cette croissance est liée à celle des encours, combinée à une progression continue des marges en Turquie, partiellement compensé par un contexte de normalisation en Pologne à la suite de la baisse des taux.

11



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

Les frais de gestion¹¹, à 622 M€, sont en hausse de 4,8% / 1T25 et de 2,5% / 1T25 hors effet de la norme comptable d'hyperinflation en Turquie. Les coûts sont maîtrisés, reflétant les initiatives continues d'optimisation des coûts dans l'ensemble des géographies.

Le résultat brut d'exploitation¹¹ s'établit à 357 M€.

Le coût du risque¹¹ s'établit à 64 points de base des encours de la clientèle et les charges liées aux risques juridiques sur instruments financiers tiennent compte de l'impact des autres provisions en Pologne pour 26 M€.

Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle IPS), Europe Méditerranée dégage ainsi un résultat avant impôt¹² de 315 M€, en hausse de 5,4% et de +8,6% hors effet de la norme comptable d'hyperinflation en Turquie.

Les tendances d'activité de BNP Paribas Bank Polska sont en ligne avec son plan stratégique présenté en décembre 2025.

Ukrsibbank est pleinement opérationnel et continue à délivrer des résultats positifs.

CPBS – Métiers spécialisés – Personal Finance

La dynamique du 1er trimestre confirme la trajectoire du Deep Dive, portée par une croissance à deux chiffres du résultat avant impôt.

Ce trimestre est marqué par une solide dynamique commerciale avec des encours en hausse de +4,2%, à pcc. L'activité Mobilité poursuit son développement (production en hausse de +15,7% / 1T25 à changes constants), à travers Stellantis ainsi que le partenariat Chery Group signé en 2025.

Les crédits à la consommation *BtoC* et *retail* sont en hausse (production de +4% / 1T25 à change constant), bénéficiant des effets positifs du déploiement des partenariats avec Apple et Orange. Ce trimestre est également marqué par (i) le partenariat avec Emil Frey, leader de la distribution de véhicules en France et (ii) le lancement opérationnel du partenariat stratégique entre BNP Paribas Mobility et la Banque Postale.

Sur cette base, le produit net bancaire à 1 311 M€ est en hausse de 5,2% / 1T25, porté par les effets combinés de la progression des volumes et des taux.

Les frais de gestion, à 690 M€, augmentent de 1,3%. L'effet de ciseaux est très positif (+3,9 points) reflétant les mesures d'efficacité opérationnelle.

Le résultat brut d'exploitation est en progression de 9,9% et s'établit à 621 M€.

Le coût du risque s'établit à 411 M€ (402 M€ au 1T25) et représente 150 points de base des encours de la clientèle.

Le résultat avant impôt s'établit ainsi à 204 M€, en forte hausse de 23,1%.

L'impact du dossier *UK Motor Finance* est comptabilisé au niveau de « Autres Activités ».



CPBS – Métiers spécialisés – Arval et Leasing Solutions

Le 1er trimestre reflète une dynamique solide, avec une croissance proche de 10% du PNB organique d'Arval et une amélioration de la rentabilité de Leasing Solutions

Le niveau d'activité demeure soutenu, comme l'illustrent la progression du parc financé d'Arval, qui atteint 1,9 million de véhicules (+5,4 % / 1T25) et la hausse des encours (+8,1 % / 1T25 à pcc), notamment en Espagne, en Italie et en Allemagne. La flotte de particuliers poursuit sa croissance (+15,6 % / 1T25) et représente désormais 12,3 % de la flotte totale, portée par la conclusion de nouveaux partenariats. Le trimestre est également marqué par le lancement opérationnel du partenariat stratégique entre BNP Paribas Mobility et La Banque Postale, comprenant une offre de mobilité automobile dédiée à environ 10 millions de clients.

Les encours de Leasing Solutions sont en léger repli (-0,6% / 1T25 à pcc), avec une croissance soutenue du financement des actifs technologiques (+9,0% / 1T25) bénéficiant des partenariats noués en 2025. Le trimestre est également marqué par la signature d'une enveloppe de financement de 200 M€ avec la Banque européenne d'investissement, destinée à accompagner les PME et ETI actives dans les secteurs de l'agriculture et de la bioéconomie.

Le produit net bancaire combiné d'Arval et de Leasing Solutions, à 742 M€, est en baisse de 11,7%. Arval enregistre une forte croissance du PNB organique de 9,8% (hors un élément exceptionnel au 1T25 de 53 M€), porté par l'expansion de la flotte et l'amélioration des marges financières et de service. Le PNB VO reflète le repli des prix des véhicules d'occasion (VO) au 1T26 dans un contexte de détérioration des conditions de marché depuis le début d'année. Le développement des extensions de contrats et la remise en location de véhicules d'occasion constituent des leviers d'atténuation.

Les frais de gestion, combinés d'Arval et de Leasing Solutions, à 420 M€, augmentent de 1,4%, en lien avec l'inflation et la dynamique commerciale.

Le résultat avant impôt d'Arval et Leasing Solutions s'établit à 253 M€ (-24,8% / 1T25).

Arval présentera son plan stratégique à l'horizon de 2028 au 2^{ème} semestre 2026 dans le cadre de la série des Deep Dives mis en place par le Groupe.

CPBS – Métiers spécialisés – Nouveaux Métiers Digitaux et Personal Investors

Une dynamique d'activité solide soutient la forte hausse du résultat avant impôt au 1er trimestre.

Wero est désormais intégré à l'application Nickel, offrant aux clients une solution de paiement simple et instantanée. Nickel confirme par ailleurs son positionnement en tant que premier réseau de distribution de comptes courants en Belgique et en France, tout en élargissant son offre produits avec le lancement de livrets d'épargne, développés en partenariat avec Copartis et Cetelem.

Floa, l'un des leaders français du paiement fractionné, enregistre une forte croissance de ses revenus malgré un environnement géopolitique complexe, tout en maintenant des frais de gestion stables grâce à une priorité donnée à la productivité.

Enfin, Personal Investors, banque en ligne et de services bancaires en Allemagne, affiche une dynamique commerciale favorable, illustrée par une nette hausse du nombre de transactions

13



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

(+9,5% / 1T25) et une collecte de dépôts soutenue (+19,2% / 1T25), portée par la confiance renouvelée des clients existants et l'acquisition de nouveaux clients.

Sur cette base, le produit net bancaire¹¹, à 275 M€, est en forte progression de 7,4% / 1T25, portée par la hausse du nombre de clients et un niveau d'activité élevé sur tous les segments.

Les frais de gestion¹¹, à 170 M€ (+3,0% / 1T25), sont contrôlés, malgré la poursuite des investissements en développement commercial. L'effet de ciseaux est positif (+4,4 points) et le coefficient d'exploitation s'améliore nettement.

Le résultat brut d'exploitation¹¹ s'établit à 106 M€ et le coût du risque¹¹ à 26 M€ (28 M€ au 1T25).

Le résultat avant impôt¹² des Nouveaux métiers digitaux et de Personal Investors après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Allemagne au métier Wealth Management (pôle IPS), s'élève à 77 M€, en hausse de plus de 20%.

INVESTMENT & PROTECTION SERVICES (IPS)

Résultats d'IPS au 1^{er} trimestre 2026

IPS réalise un très bon trimestre, avec une bonne dynamique de collecte et une forte progression des revenus.

Suite à la recomposition publiée le 16 mars 2026, IPS regroupe désormais : (i) l'Assurance (BNP Paribas Cardiff) ; (ii) l'Asset Management : le nouveau périmètre englobe désormais BNP Paribas Asset Management, AXA IM et Real Estate Investment Management (REIM) ; et (iii) Wealth Management & Real Estate : les activités Wealth Management, IPS Investments et les autres activités liées au Real Estate sont désormais présentées ensemble.

Au 31 mars 2026, **les actifs sous gestion** s'établissent à 2 461 Md€ (+0,7% / 31.12.2025 ; +77,8% / 31.03.2025 avec l'effet de la consolidation d'AXA IM). Ils enregistrent ce trimestre les effets combinés (i) de la collecte nette dynamique (+19,8 Md€), (ii) d'un effet change positif sur les actifs sous gestion (+11,6 Md€) et (iii) d'un fort effet de marché négatif en fin de trimestre, dans un environnement très volatil (- 23,1 Md€). Ils se répartissent pour 67% pour le métier Asset Management, 20% pour le métier Wealth Management et 12% pour le métier Assurance.

L'**Assurance** enregistre une croissance à deux chiffres de ses revenus, portée par une activité dynamique et la revalorisation d'un actif financier. La collecte brute est solide en Epargne, soutenue par une forte activité en France et en Italie avec BCC Vita et une part élevée de supports en unités de compte. L'activité Protection continue de croître sur les segments ADE et en assurance dommages, portée par une bonne dynamique commerciale et des partenariats stratégiques.

Les revenus de l'**Asset Management** doublent ce trimestre, reflétant l'intégration d'AXA IM. La dynamique commerciale est soutenue, avec une collecte nette significative (15,7 Md€ au 1T26), appuyée par le renforcement de son cadre de gouvernance.

Enfin, le résultat avant impôt de **Wealth Management** progresse nettement, porté par la collecte nette, un niveau d'actifs sous gestion résilient et une activité transactionnelle soutenue, reflétant un fort engagement de la clientèle dans un environnement de marché volatil.

14



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

La stratégie recentrée de **Real Estate** est en cours de mise en œuvre alors que son activité reste affectée par l'incertitude des marchés en partie liée à la crise au Moyen-Orient.

Au global, **les revenus** s'établissent à 1 980 M€ (+32,8% / 1T25, +10,6% à pcc). Ils sont portés par les bonnes dynamiques en Assurance (+11,1%), Wealth Management & Real Estate (+7,9%) et en Asset Management (x 2 / 1T25, +9,8% à pcc).

Les frais de gestion à 1 208 M€ sont en hausse +33,2%, en lien avec l'intégration d'AXA IM. **Le résultat brut d'exploitation** s'établit à 772 M€ (+32,3% / 1T25).

Le résultat avant impôt s'établit à 770 M€ en hausse de +2,3% / 1T25.

IPS - Assurance

Les revenus progressent à deux chiffres, portés par la collecte en Épargne et en Protection

L'activité Épargne s'illustre par une bonne dynamique commerciale, avec une collecte brute élevée de 9,2 Md€ (-1,6 % / 1T25), portée par une progression marquée en France (+6,2 %) et en Italie avec BCC Vita. Le trimestre se caractérise par un niveau élevé de contrats en unités de compte, représentant 36 % de la collecte brute et 37 % de l'investissement net. La collecte nette s'inscrit en forte hausse à 3,2 Md€ (+22,0 % / 1T25), notamment en France et en Asie, soutenue par la contribution significative des nouveaux partenariats. Par ailleurs, la collecte brute de l'activité Protection progresse de 4,7 %, reflétant une bonne dynamique commerciale, en particulier en assurance dommages en France et en Amérique latine, portée par des partenariats stratégiques. Le succès du lancement du partenariat avec Stellantis en France, couvrant les garanties moteurs et la maintenance des véhicules d'occasion, contribue également à cette performance.

Au global, les revenus sont en hausse de 11,1% à 631 M€, soutenus par l'activité Epargne dans toutes les géographies, reflétant une activité commerciale dynamique, et tirés par la réévaluation d'un actif financier (~+40 M€).

Les frais de gestion, à 207 M€, sont en légère hausse. L'effet de ciseaux est très positif (+9,9 points), confirmant une bonne maîtrise des coûts.

À 419 M€, le résultat avant impôt est en baisse de 21,4% / 1T25 compte tenu de l'effet de base au 1T25 lié à une revalorisation de participation (168 M€). Hors cet effet de base, le résultat avant impôt est en hausse de 22,1% / 1T25 à pcc.

IPS – Asset Management

Les revenus de l'Asset Management doublent au 1er trimestre, portés par l'intégration d'AXA IM et une solide croissance organique.

L'Asset Management affiche un très bon niveau d'activité commerciale et une collecte nette solide de 15,7 Md€ au 1er trimestre 2026, portée par les stratégies de moyen et long terme, notamment en actifs alternatifs, ETF et *Fixed Income*. L'offre de produits continue de s'enrichir, avec le lancement de neuf ETF au cours du trimestre et le déploiement de capital dans les fonds alternatifs. Les actifs sous gestion progressent par rapport à la fin de l'exercice 2025, en hausse de 30 Md€. La poursuite de l'expansion des mandats de fonds généraux délégués par BNP Paribas Cardif soutient la génération récurrente de flux entrants. Par ailleurs, l'intégration d'AXA IM progresse conformément au calendrier prévu et en ligne avec le Plan Stratégique 2030 présenté lors du Deep Dive en mars 2026.

15



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

Les revenus s'établissent à 679 M€ et enregistrent une forte progression, tirée à la fois par l'intégration d'AXA IM et par une croissance organique solide, soutenue par la hausse des commissions résultant de l'augmentation des actifs sous gestion.

Les frais de gestion sont en hausse à 501 M€, en ligne avec l'intégration d'AXA IM. L'effet de ciseaux est positif (+3,4 points à pcc), confirmant une exécution rigoureuse. Le résultat avant impôt est en forte hausse à 193 M€, reflétant l'intégration d'AXA IM et renforçant le profil de croissance des résultats.

IPS – Wealth Management & Real Estate

Le résultat avant impôt progresse fortement au 1er trimestre.

Wealth Management enregistre une collecte nette positive (0,9 Md€ au 1T26), soutenue par une solide dynamique commerciale de Commercial & Personal Banking, partiellement compensée par des sorties d'actifs en conservation liées à certains clients internationaux. Les actifs sous gestion demeurent à un niveau élevé, malgré l'impact d'un fort effet de marché négatif ce trimestre. Le niveau de transactions s'établit à un niveau élevé, dans un environnement de marché marqué par l'incertitude et la volatilité.

L'activité Real Estate est marquée ce trimestre par le décalage de certains projets liés à la crise au Moyen-Orient et les conditions de marché incertaines.

Les revenus, à 671 M€, progressent au global. Ils sont tirés par la croissance soutenue de Wealth Management (+11,6%), portée par la hausse des commissions, des revenus de dépôts et l'intégration d'HSBC Wealth Management en Allemagne. Les revenus de l'activité Real Estate sont en hausse (+6,4%) par rapport à une base faible.

Les frais de gestion sont en hausse à 500 M€, compte tenu notamment de l'intégration d'HSBC Wealth Management. L'effet de ciseaux est très positif (+4,2 points). Le résultat avant impôt est en forte hausse de 20,4% à 157 M€, reflétant l'effet de levier opérationnel et une exécution disciplinée.



AUTRES ACTIVITÉS

Retraitements liés à l'assurance du 1T26

Au 1T26, les revenus s'établissent à -361 M€ (-309 M€ au 1T25) et les frais de gestion de 322 M€ (289 M€ au 1T25). Sur cette base, le RBE et le résultat avant impôt s'établissent à -39 M€ (-20 M€ au 1T25).

Les retraitements liés aux activités d'assurance en application de la norme IFRS 17 comprennent les frais rattachables à l'activité d'assurance générant, au niveau des « Autres activités », des revenus négatifs compensés par des frais positifs. Les revenus intègrent également le retraitement de la volatilité.

Résultats des Autres Activités (hors retraitements liés à l'assurance) du 1T26

Au 1T26, le produit net bancaire s'établit à +342 M€ (-43 M€ au 1T25) et le Résultat Brut d'Exploitation à -86M€, en hausse sensible par rapport au 1T25 (-331 M€).

Les frais de gestion s'établissent à 428 M€ (288 M€ au 1T25) et intègrent l'impact des coûts de restructuration et d'adaptation pour 230 M€ (22 M€ au 1T25) ainsi que des coûts de renforcement informatique pour 32 M€ (85 M€ au 1T25).

Les charges liées aux risques juridiques sur instruments financiers (-219 M€, impact net négatif de 98 M€ sur le résultat net part du Groupe après impôts et intérêts minoritaires) portent sur le dossier *UK Motor Finance*, reflétant l'impact attendu du dispositif d'indemnisation des clients à la suite de la décision de la FCA en date du 30 mars 2026.

Les éléments hors exploitation intègrent ce trimestre l'impact de la réévaluation de la participation chez Allfunds suite à l'offre proposée et de la perte d'influence notable sur la société, pour un montant de 372 M€ (360 M€ après impôts).

Le résultat avant impôt des « Autres Activités » hors retraitements liés à l'assurance s'établit ainsi à 42 M€.

Au global, le résultat des « Autres Activités » au 1T26 se situe en avance par rapport à sa trajectoire 2026.



-
- ¹ Détachement le 18 mai 2026 et paiement le 20 mai 2026
 - ² BNP Paribas a publié le 16 mars 2026 des séries trimestrielles de l'année 2025 recomposées pour tenir compte notamment de la réorganisation de Global Capital Markets au sein de CIB, l'évolution de partage des revenus entre Wealth Management et CPBS, le transfert de 50% de Kantox des Nouveaux Métiers Digitaux vers Global Markets et l'évolution des composantes d'IPS et l'allocation des coûts centraux suite à l'intégration d'AXA IM dans l'Asset Management
 - ³ Intégrant 2/3 de la Banque Privée
 - ⁴ Hors un élément exceptionnel positif de 53 M€ au 1T25
 - ⁵ La ligne « Autres charges nettes pour risque sur instruments financiers » a été renommée « Charges liées aux risques juridiques sur instruments financiers » afin de tenir compte de la nature des provisions, qui ne sont pas liées à la qualité des actifs ou au risque de crédit, en ligne avec la pratique des pairs
 - ⁶ Athlon : closing attendu courant 2026, sous réserve du processus d'information et de consultation des instances représentatives du personnel des entités concernées et des autorisations des autorités compétentes
 - ⁷ Calculé conformément au Règlement (UE) 575/2013 - Art. 429
 - ⁸ Calculé conformément au Règlement (CRR) 575/2013 art. 451b
 - ⁹ Actifs liquides de marché ou éligibles en banques centrales (« counterbalancing capacity ») tenant compte des règles prudentielles, notamment américaines, diminués des besoins intra-journaliers des systèmes de paiement
 - ¹⁰ Official Dealogic Reports, Q1'26.
 - Global Capital Markets, Global DCM, Global Loans, EMEA ECM, Securitisation, EMEA IB, EMEA DCM, EMEA Loans, rankings and market shares based on fees
 - All other rankings and market shares are based on volume (EURO Denominated DCM, European Corporate IG Bonds, European HY DCM rankings excluding banks and domestics)
 - ¹¹ Intégrant 100% de la Banque Privée (hors effet PEL/CEL en France)
 - ¹² Intégrant 2/3 de la Banque Privée (hors effet PEL/CEL en France)
 - ¹³ Hors impact d'une opération exceptionnelle de Net New cash du 4T25 de 2 Md€ (+9,3% / 1T25 en incluant cette opération)



Glossaire

ANC (€)	Actif net comptable tangible par action, réévalué fin de période, en €
AuA	<i>Assets under Management</i> (Actifs sous administration)
AuC	<i>Assets under Custody</i> (Actifs en conservation)
AIM	<i>Alternative Investment Managers</i>
AWM	<i>Asset & Wealth Managers</i>
BNPA (€)	Bénéfice net par action, en €, calculé sur la base du résultat net part du Groupe ajusté de la rémunération des TSSDI et du nombre moyen d'actions en circulation
Coefficient d'exploitation (%)	Rapport entre les frais de gestion et les revenus
Coût du risque / encours (pb)	Rapport entre le coût du risque (en M€) et encours de crédit à la clientèle début de période Le coût du risque n'intègre pas les « Charges liées aux risques juridiques sur instruments financiers »
Effet de ciseaux (pts)	Progression des revenus moins progression des frais de gestion sur la même période
FICC	<i>Fixed Income, Currencies and Commodities</i>
FRTB	<i>Fundamental Review of the Trading Book</i>
LCR	<i>Liquidity Coverage Ratio</i> (ratio de couverture de liquidité) fin de période calculé conformément au Règlement (CRR) 575/2013 art. 451b
Levier	Levier calculé conformément au Règlement (UE) 575/2013 - Art. 429
MREL	<i>Minimum Requirement for own funds and Eligible Liabilities</i> (Exigence minimale de fonds propres et passifs éligibles)
Pay-out ratio (%)	Taux de distribution à l'actionnaire en % du résultat net part du Groupe ajusté de la rémunération des TSSDI, incluant le dividende en numéraire et les programmes de rachats d'action
PCC	A périmètre et change constant
PCH	A périmètre et change historique
PF	Personal Finance
PGE	Prêt Garanti par l'Etat
Résultat net (M€)	Résultat net part du Groupe (RNPG)
Ratio CET1 (%)	Passage en ratios et RWA <i>phased-in</i> depuis le 2T25 pour s'aligner sur le calcul de l'exigence réglementaire (calcul du MDA), tenir compte de l'horizon du Groupe à 2030 et des standards utilisés par le marché. CET1 <i>phased-in</i> , calculé sur la base des actifs pondérés du trimestre; incluant les dispositions transitoires telles que définies aux art. 465, 495 et 500 du Règlement CRR
ROIC (%)	<i>Return On Invested Capital</i> – Projection du résultat net généré par le capital redéployé, divisé par l'allocation de capital CET1 correspondante
ROE	<i>Return on Equity</i> – Rentabilité des fonds propres
RONE (%)	<i>Return On Notional Equity</i> – Rapport entre le résultat net avant impôts annualisé/ Fonds propres alloués moyens sur la même période
ROTE (%)	<i>Return On Tangible Equity</i> – Rentabilité des fonds propres tangibles du Groupe
RWA (M€)	<i>Risk-Weighted-Assets</i> – Actifs pondérés (AP)
SIU	<i>Savings & Investment Union</i>
SREP	<i>Supervisory Review and Evaluation Process</i>
SRT	<i>Significant Risk Transfer</i> Opérations de transfert significatif de risque
TCAM (%)	Taux de Croissance Annuel Moyen
TLAC	<i>Total Loss Absorbing Capacity</i>
TSSDI	Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée
VAR	<i>Value-at-risk</i>
VO	Véhicules d'Occasion

19



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ - GROUPE

(en M€)	1T26	1T25 recomposé*	Var. / 1T25
Produit net bancaire (PNB)	14 056	12 960	+8,5%
Frais de gestion	-8 710	-8 257	+5,5%
Résultat Brut d'Exploitation (RBE)	5 346	4 703	+13,7%
Coût du risque	-922	-766	+20,4%
Résultat d'exploitation**	4 179	3 922	+6,6%
Eléments hors exploitation	429	318	+34,9%
Résultat avant impôt (RNAI)	4 608	4 240	+8,7%
Impôt	-1 305	-1 149	+13,6%
Résultat net, part du Groupe (RNPG)	3 217	2 951	+9,0%

*Le 16 mars 2026, nous avons publié sur notre site internet une recomposition des séries trimestrielles de 2025 pour tenir compte du format de publication 2026

**Intégrant les « Charges liées aux risques juridiques sur instruments financiers ». La ligne « Autres charges nettes pour risque sur instruments financiers » a été renommée « Charges liées aux risques juridiques sur instruments financiers » afin de tenir compte de la nature des provisions qui ne sont pas liées à la qualité des actifs ou au risque de crédit, en ligne avec les pratiques des pairs

20



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

RESULTATS PAR POLE AU PREMIER TRIMESTRE 2026

	Commercial, Personal Banking and Services	Investment & Protection Services	CIB	Pôles opérationnels	Autres activités	Groupe	
<i>En millions d'euros</i>							
Produit net bancaire	6 852	1 980	5 243	14 075	-19	14 056	
	var/1T25	+4,9%	+32,8%	-0,8%	+5,7%	-94,6%	+8,5%
	var/4T25	-12%	-0,9%	+14,5%	+4,2%	-95,2%	+7,2%
Frais de gestion	-4 496	-1 208	-2 899	-8 604	-106	-8 710	
	var/1T25	+2,6%	+32,2%	-2,3%	+4,2%	n.s.	+5,5%
	var/4T25	+3,5%	-2,9%	-1,1%	+5,7%	-22,1%	+5,3%
Résultat Brut d'exploitation	2 356	772	2 343	5 471	-125	5 346	
	var/1T25	+9,6%	+32,3%	+10%	+8,3%	-64,3%	+3,7%
	var/4T25	-20,8%	+2,4%	+42,3%	+1,8%	-76,7%	+10,5%
Coût du risque	-754	-3	-111	-868	-54	-922	
	var/1T25	+8,2%	n.s.	+71,3%	+14,4%	n.s.	+20,4%
	var/4T25	+8,0%	-49,6%	+36,1%	+0,4%	n.s.	+16,0%
Charges liées aux risques juridiques sur instruments financiers	-25	0	0	-26	-219	-245	
	var/1T25	+65,4%	+68,2%	n.s.	+65,5%	n.s.	n.s.
	var/4T25	-70,9%	+4,5%	n.s.	-70,7%	n.s.	n.s.
Résultat d'exploitation	1 576	769	2 232	4 577	-398	4 179	
	var/1T25	+9,6%	+31,1%	-10%	+7,0%	+11,5%	+6,6%
	var/4T25	-28,0%	+2,8%	+42,7%	+17%	-25,1%	+5,3%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	119	0	5	124	29	153	
Autres éléments hors exploitation	-97	1	0	-96	372	276	
Résultat avant impôt	1 598	770	2 238	4 605	3	4 608	
	var/1T25	+7,2%	+2,3%	-1,1%	+2,2%	n.s.	+8,7%
	var/4T25	-25,9%	+3,4%	+42,4%	+3,0%	n.s.	+15,7%

	Commercial, Personal Banking and Services	Investment & Protection Services	CIB	Pôles opérationnels	Autres activités	Groupe	
<i>En millions d'euros</i>							
Produit net bancaire	6 852	1 980	5 243	14 075	-19	14 056	
	1T25	6 534	1 491	5 286	13 311	-351	12 960
	4T25	6 937	1 999	4 578	13 513	-400	13 113
Frais de gestion	-4 496	-1 208	-2 899	-8 604	-106	-8 710	
	1T25	-4 384	-907	-2 966	-8 257	0	-8 257
	4T25	-3 963	-1 245	-2 931	-8 139	-136	-8 275
Résultat Brut d'exploitation	2 356	772	2 343	5 471	-125	5 346	
	1T25	2 150	584	2 319	5 053	-351	4 703
Coût du risque	-754	-3	-111	-868	-54	-922	
	1T25	-697	2	-65	-759	-7	-766
	4T25	-698	-7	-81	-786	-9	-795
Charges liées aux risques juridiques sur instruments financiers	-25	0	0	-26	-219	-245	
	1T25	-15	0	0	-15	0	-15
	4T25	-87	0	0	-87	13	-74
Résultat d'exploitation	1 576	769	2 232	4 577	-398	4 179	
	1T25	1 438	586	2 255	4 279	-357	3 922
	4T25	2 189	747	1 565	4 501	-532	3 969
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	119	0	5	124	29	153	
	1T25	130	4	5	140	24	164
	4T25	80	2	7	89	47	136
Autres éléments hors exploitation	-97	1	0	-96	372	276	
	1T25	-78	161	3	86	68	164
	4T25	-112	-5	0	-117	-4	-121
Résultat avant impôts	1 598	770	2 238	4 605	3	4 608	
	1T25	1 490	752	2 263	4 505	-265	4 240
	4T25	2 156	744	1 572	4 473	-489	3 984
Impôt sur les bénéfices							-1 305
Intérêts minoritaires							-86
Résultat net des activités destinées à être cédées							0
Résultat net part du groupe							3 217

		Commercial, Personal Banking and Services	Investment & Protection Services	CIB	Pôles opérationnels	Autres activités	Groupe
<i>En millions d'euros</i>							
Produit net bancaire		6 852	1 980	5 243	14 075	-19	14 056
	var/1T25	+4,9%	+32,8%	-0,8%	+5,7%	-94,6%	+8,5%
Frais de gestion		-4 496	-1 208	-2 899	-8 604	-106	-8 710
	var/1T25	+2,6%	+33,2%	-2,3%	+4,2%	n.s.	+5,5%
Résultat Brut d'exploitation		2 356	772	2 343	5 471	-125	5 346
	var/1T25	+9,6%	+32,3%	+10%	+8,3%	-64,3%	+13,7%
Coût du risque		-754	-3	-111	-868	-54	-922
	var/1T25	+8,2%	n.s.	+7,13%	+14,4%	n.s.	+20,4%
Charges liées aux risques juridiques sur instruments financiers		-25	0	0	-26	-219	-245
	var/1T25	+65,4%	+68,2%	n.s.	+65,5%	n.s.	n.s.
Résultat d'exploitation		1 576	769	2 232	4 577	-398	4 179
	var/1T25	+9,6%	+31,9%	-10%	+7,0%	+11,5%	+6,6%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		119	0	5	124	29	153
Autres éléments hors exploitation		-97	1	0	-96	372	276
Résultat avant impôt		1 598	770	2 238	4 605	3	4 608
	var/1T25	+7,2%	+2,3%	-1,9%	+2,2%	n.s.	+8,7%
Impôt sur les bénéfices							-1 305
Intérêts minoritaires							-86
Résultat net des activités destinées à être cédées							0
Résultat net part du groupe							3 217



BILAN AU 31 MARS 2026

En millions d'euros	31/03/2026	31/12/2025
ACTIF		
Caisse, banques centrales	188 696	211 330
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
Portefeuille de titres	359 630	321 293
Prêts et opérations de pensions	263 773	254 310
Instruments financiers dérivés	313 002	274 625
Instruments financiers dérivés de couverture	21 664	20 017
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres		
Titres de dette	84 620	77 940
Instruments de capitaux propres	1 443	1 420
Actifs financiers au coût amorti		
Prêts et créances sur les établissements de crédit	40 849	26 259
Prêts et créances sur la clientèle	915 780	897 358
Titres de dette	158 943	151 687
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(3 605)	(2 335)
Placements et autres actifs liés aux activités d'assurance	307 736	305 471
Actifs d'impôts courants et différés	5 767	5 746
Comptes de régularisation et actifs divers	192 707	167 788
Participations dans les entreprises mises en équivalence	7 073	6 950
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	54 062	53 601
Immobilisations incorporelles	4 642	4 583
Ecart d'acquisition	7 153	7 133
Actifs destinés à être cédés	7 594	7 805
TOTAL ACTIF	2 931 529	2 792 981
DETTES		
Banques centrales	8 794	4 401
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
Portefeuille de titres	122 394	98 487
Dépôts et opérations de pensions	366 564	357 947
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	136 619	129 279
Instruments financiers dérivés	289 577	252 726
Instruments financiers dérivés de couverture	28 676	28 493
Passifs financiers au coût amorti		
Dettes envers les établissements de crédit	76 342	69 938
Dettes envers la clientèle	1 093 160	1 075 564
Dettes représentées par un titre	176 146	173 933
Dettes subordonnées	33 988	34 468
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(10 463)	(9 811)
Passifs d'impôts courants et différés	3 630	3 336
Comptes de régularisation et passifs divers	170 815	143 059
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	259 636	261 223
Passifs financiers liés aux activités d'assurance	23 859	21 500
Provisions pour risques et charges	9 909	10 193
Dettes liées aux actifs destinés à être cédés	6 142	6 072
TOTAL DETTES	2 794 788	2 660 808
CAPITAUX PROPRES		
Capital et réserves	130 919	117 787
Résultat de la période, part du Groupe	3 217	12 225
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe	134 136	130 012
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	(4 157)	(4 499)
Total part du Groupe	129 979	125 513
Intérêts minoritaires	6 762	6 660
TOTAL CAPITAUX PROPRES	136 741	132 173
TOTAL PASSIF	2 931 529	2 792 981

23



BNP PARIBAS

**La banque
d'un monde
qui change**

INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE ARTICLE 223-1 DU REGLEMENT GENERAL DE L'AMF

Indicateurs Alternatifs de Performance	Définition	Justification de l'utilisation
Agrégats du compte de résultat de l'Assurance (PNB, frais de gestion, résultat brut d'exploitation, résultat d'exploitation, résultat avant impôt)	<p>Agrégats du compte de résultat de l'Assurance (PNB, résultat brut d'exploitation, résultat d'exploitation, résultat avant impôt) excluant la volatilité générée par la comptabilisation à la juste valeur de certains actifs sur le résultat financier en IFRS 9, transférée en « Autres activités ». Les gains ou pertes réalisés en cas de cession ainsi que les éventuelles dépréciations durables sont inclus dans le compte de résultat de l'assurance.</p> <p>La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les séries trimestrielles</p>	<p>Présentation du résultat de l'assurance reflétant la performance opérationnelle et intrinsèque (technique et financière)</p>
Agrégats du compte de résultat des « Autres activités »	<p>Agrégats du compte de résultat des « Autres Activités incluant les retraitements liés aux activités d'assurance de la volatilité (IFRS 9) et des frais rattachables (distributeurs internes) » suite à l'application à partir du 01.01.23 de la norme IFRS 17 « contrats d'assurances » conjointement à l'application de la norme IFRS 9 pour les activités d'assurance incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Retraitement en PNB des « Autres activités » de la volatilité sur le résultat financier générée par la comptabilisation en juste valeur en IFRS 9 de certains actifs de l'Assurance • Les frais de gestion dits « rattachables à l'activité d'assurance », nets de la marge interne, sont présentés comptablement en déduction du PNB et non plus en frais de gestion. Ces écritures comptables portent exclusivement sur le métier Assurance et les entités du Groupe (hors métier Assurance) distribuant des contrats d'assurance (dits distributeurs internes) et sont sans effet sur le résultat brut d'exploitation. L'impact des écritures lié aux contrats internes de distribution est porté par le segment « Autres activités » <p>La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les séries trimestrielles</p>	<p>Externalisation au sein des « Autres activités » de l'impact des frais de gestion dits « rattachables à l'activité d'assurance » sur les contrats de distribution internes afin de ne pas perturber la continuité dans la lecture de la performance financière des différents métiers</p>
Agrégats du compte de résultat des Pôles Opérationnels (PNB, revenus d'intérêt, frais de gestion, résultat brut d'exploitation, résultat d'exploitation, résultat avant impôt)	<p>Somme des agrégats du compte de résultat de CPBS (avec les agrégats du compte de résultat des banques commerciales, incluant 2/3 de la banque privée en France, en Italie, en Belgique, au Luxembourg, en Allemagne, en Pologne et en Turquie), IPS et CIB</p> <p>Agrégats du compte de résultat du Groupe BNP Paribas = Agrégats du compte de résultat des Pôles Opérationnels + agrégats du compte de résultat de Autres Activités</p> <p>La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans dans les séries trimestrielles</p> <p>Les revenus d'intérêt mentionnés dans les banques commerciales incluent la marge d'intérêts (au sens de la note 2.a des états financiers) ainsi que dans une moindre mesure d'autres revenus (au sein des notes 2.c, 2.d et 2.e des états financiers) et excluent les commissions (au sens de la note 2.b des états financiers). Les agrégats du compte de résultat des banques commerciales ou métiers spécialisés distribuant des contrats d'assurance excluent l'impact de l'application d'IFRS 17 sur la présentation comptable des frais de gestion dits « rattachables à l'activité d'assurance » en déduction du PNB et non plus en frais de gestion, impact porté par « Autres Activités »</p>	<p>Mesure représentative de la performance opérationnelle du Groupe BNP Paribas</p>

24



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

Indicateurs Alternatifs de Performance	Définition	Justification de l'utilisation
Agrégats du compte de résultat d'une activité de Banque commerciale avec 100 % de la Banque Privée	Agrégat du compte de résultat d'une activité de banque commerciale, incluant la totalité du compte de résultat de la banque privée La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les séries trimestrielles	Mesure représentative de la performance de l'activité d'une banque commerciale, y compris la totalité de la performance de la banque privée (avant partage du compte de résultat avec le métier Wealth Management, la banque privée étant sous la responsabilité conjointe de la banque commerciale (2/3 du compte de résultat) et du métier Wealth Management (1/3 du compte de résultat)
Agrégats du compte de résultat hors effet PEL/CEL (PNB, résultat brut d'exploitation, résultat d'exploitation, résultat avant impôt)	Agrégat du compte de résultat hors effet PEL/CEL La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les séries trimestrielles	Mesure représentative des agrégats de la période retraités de la variation de provision comptabilisant le risque généré par les PEL et CEL sur l'ensemble de leur durée
Coefficient d'exploitation	Rapport entre les coûts et les revenus	Mesure de l'efficacité opérationnelle dans le secteur bancaire
Coût du risque/encours de crédit à la clientèle début de période (en points de base)	Rapport entre coût du risque (en M€) et encours de crédit à la clientèle début de période Le coût du risque n'intègre pas les « Charges liées aux risques juridiques sur instruments financiers ».	Mesure du niveau de risque par métier en pourcentage du volume des encours
Évolution des frais de gestion hors impact IFRIC 21	Évolution des frais de gestion excluant les taxes et contributions soumises à IFRIC 21	Mesure représentative de l'évolution des frais de gestion excluant les taxes et contributions soumises à IFRIC 21 comptabilisées dans leur quasi-totalité sur le 1 ^{er} trimestre pour l'ensemble de l'année, donnée afin d'éviter toute confusion par rapport aux autres trimestres
Rentabilité des fonds propres (ROE)	Les détails du calcul du ROE sont fournis dans l'annexe « Rentabilité des Fonds Propres et Capitaux Permanents » des diapositives de présentation des résultats Les gains et pertes latents ou différés sont inclus dans le dénominateur du ratio Capitaux propres permanents.	Mesure de la rentabilité des capitaux propres du Groupe BNP Paribas Un changement de méthodologie du ROE a été réalisé à compter du 4T25 pour s'aligner avec les pairs du secteur.
RONE	Rapport entre le résultat net avant impôt annualisé et les fonds propres normatifs alloués moyens sur la période. - Pour les métiers hors assurance, les fonds propres normatifs sont alloués sur la base d'un multiple de 12% des actifs pondérés. - Pour les compagnies d'assurance consolidées du groupe, les fonds propres normatifs sont alloués sur la base d'un besoin de Fonds propres prudentiels dérivé d'un multiple de 160% de l'exigence de SCR (Solvency Capital Requirement)	Mesure de performance opérationnelle représentative de la rentabilité des fonds propres alloués aux métiers ou aux pôles opérationnels tenant compte de leur exposition au risque
Rentabilité des fonds propres tangibles (ROTE)	Les détails du calcul du ROTÉ sont fournis dans l'annexe « Rentabilité des Fonds Propres et Capitaux Permanents » des diapositives de présentation des résultats Les gains et pertes latents ou différés sont inclus dans le dénominateur du ratio Capitaux propres permanents.	Mesure de la rentabilité des capitaux propres tangibles du Groupe BNP Paribas Un changement de méthodologie du ROTÉ a été réalisé à compter du 4T25

25


BNP PARIBAS
**La banque
d'un monde
qui change**

Indicateurs Alternatifs de Performance	Définition	Justification de l'utilisation
		pour s'aligner avec les pairs du secteur.
Taux de couverture des engagements douteux	Rapport entre les dépréciations stage 3 et les encours dépréciés (stage 3), bilan et hors-bilan, nettés des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)	Mesure du provisionnement des créances douteuses

Note méthodologique – Analyse comparative à périmètre et change constants

Les modalités de détermination des effets périmètre sont liées à différents types d'opérations (acquisitions, cessions, etc.). L'objectif sous-tendant le calcul des effets périmètre est d'améliorer la comparabilité des données d'une période sur l'autre.

Dans le cas d'acquisitions ou de création de société, l'entité est exclue pour chaque agrégat des résultats à périmètre constant des trimestres de l'exercice courant pour la période correspondante de non détention au cours de l'exercice précédent.

Dans le cas de cessions, les résultats de l'entité sont exclus de manière symétrique pour chaque agrégat sur l'exercice précédent pour les trimestres où l'entité n'est plus détenue.

En cas de changement de méthode de consolidation, les résultats sont présentés au taux d'intégration minimum sur les deux années (exercice courant et exercice antérieur) pour les trimestres faisant l'objet d'un retraitement à périmètre constant.

Le principe retenu par le Groupe BNP Paribas pour élaborer les analyses à change constant est de recalculer les résultats du trimestre de l'année N-1 (trimestre de référence) en les convertissant au cours de change du trimestre équivalent de l'année N (trimestre analysé). L'ensemble de ces calculs est effectué par rapport à la devise de reporting de l'entité.



Les chiffres figurant dans ce communiqué de presse ne sont pas audités.

Pour rappel, BNP Paribas a publié le 16 mars 2026 des séries trimestrielles de l'année 2025 recomposées pour tenir compte notamment de la réorganisation de Global Capital Markets au sein de CIB, l'évolution de partage des revenus entre Wealth Management et CPBS, le transfert de 50% de Kantox des Nouveaux Métiers Digitaux vers Global Markets et l'évolution des composantes d'IPS et l'allocation des coûts centraux suite à l'intégration d'AXA IM dans l'Asset Management.

Ce communiqué de presse contient des informations prospectives fondées sur des opinions et des hypothèses actuelles relatives à des événements futurs. Ces informations prospectives comportent des projections et des estimations financières qui se fondent sur des hypothèses, des considérations relatives à des projets, des objectifs et des attentes en lien avec des événements, des opérations, des produits et des services futurs et sur des suppositions en termes de performances et de synergies futures. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces projections et estimations qui sont soumises à des risques inhérents, des incertitudes et des hypothèses relatives à BNP Paribas, ses filiales et ses investissements, au développement des activités de BNP Paribas et de ses filiales, aux tendances du secteur, aux futurs investissements et acquisitions, à l'évolution de la conjoncture économique, ou à celle relative aux principaux marchés locaux de BNP Paribas, à la concurrence et à la réglementation. La réalisation de ces événements étant incertaine, leur issue pourrait se révéler différente de celle envisagée aujourd'hui, ce qui est susceptible d'affecter significativement les résultats attendus. En conséquence, les résultats effectifs pourraient différer de ceux qui sont projetés ou impliqués dans les informations prospectives en raison de divers facteurs. Ces facteurs incluent notamment i) la capacité de BNP Paribas à atteindre ses objectifs, ii) les impacts des politiques monétaires des banques centrales, qu'elles impliquent une période prolongée de taux d'intérêt élevés ou des baisses significatives de taux d'intérêt, iii) les modifications des règles prudentielles (y compris interprétatives) en matière de capital et de liquidité, iv) le maintien à des niveaux élevés ou toute résurgence de l'inflation et ses impacts v) les diverses incertitudes et répercussions géopolitiques liées notamment à la guerre en Ukraine, aux conflits au Proche Orient et Moyen-Orient, vi) les diverses incertitudes et répercussions liées à l'instabilité politique notamment en France et vii) les avertissements inclus dans cette présentation.

BNP Paribas ne s'engage en aucun cas à publier des modifications ou des actualisations de ces informations prospectives qui sont données à la date de ce communiqué de presse. Il est rappelé dans ce cadre que le « Supervisory Review and Evaluation Process » est un processus conduit annuellement par la Banque Centrale Européenne, celle-ci pouvant modifier chaque année ses exigences relatives aux ratios réglementaires pour BNP Paribas.

Les informations contenues dans ce communiqué de presse, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres parties que BNP Paribas, ou sont issues de sources externes, n'ont pas fait l'objet de vérifications indépendantes et aucune déclaration ni aucun engagement n'est donné à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée sur l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans ce communiqué de presse. Ni BNP Paribas ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour une quelconque négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de ce communiqué de presse ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels elle pourrait faire référence.

La somme des valeurs figurant dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total reporté en raison des arrondis.

L'information financière de BNP Paribas pour le premier trimestre 2026 est constituée du présent communiqué de presse, de la présentation des résultats attachée et des séries trimestrielles.

Pour une information détaillée sur les comptes, les séries trimestrielles sont disponibles à l'adresse suivante : <https://invest.bnpparibas/document/1q26-quarterly-series>. L'information réglementée intégrale, y compris le document d'enregistrement universel, est disponible sur le site Internet : <https://invest.bnpparibas.com> dans l'espace « Résultats » et est publiée par BNP Paribas en application des dispositions de l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF).



2. Risques et adéquation de fonds propres – Pilier 3 (non audités)

CHIFFRES CLES

Pour rappel, le Règlement (UE) n°2024/1623 (« CRR 3 ») prévoit, depuis le 1^{er} janvier 2025, de nouvelles dispositions relatives aux exigences de fonds propres.

Il est précisé que les références réglementaires au Règlement (UE) n°575/2013 (« CRR ») incluent les amendements introduits postérieurement à son entrée en vigueur, et notamment ceux du Règlement (UE) n°2019/876 (« CRR 2 ») et du Règlement (UE) n°2024/1623 (« CRR 3 »). Il sera ainsi plus généralement fait mention dans le document qui suit au « Règlement CRR ».

Le 21 janvier 2026, BNP Paribas SA a annulé 15 184 150 actions propres rachetées sur le marché au cours du quatrième trimestre 2025.

Enfin, dans le chapitre 5, les chiffres présentés peuvent paraître ne pas s'additionner dans certaines colonnes et lignes en raison des arrondis.

Actualisation du tableau n° 1 du Document d'enregistrement universel 2025 p. 349.

► **TABLEAU N° 1 : INDICATEURS CLÉS (EU KM1) [PHASED-IN]**

	a	b	c	d	e
	31 mars 2026	31 décembre 2025	30 septembre 2025	30 juin 2025	31 mars 2025
<i>En millions d'euros</i>					
Fonds propres disponibles					
1	100 066	98 265	97 383	98 281	98 255
2	118 092	114 882	112 519	114 745	113 743
3	135 457	132 274	130 395	131 936	132 624
Actifs pondérés					
4	783 898	779 490	779 177	788 850	783 440
4a	783 898	779 490	779 177	788 850	783 440
Ratios de fonds propres (en pourcentage des actifs pondérés)					
5	12,77%	12,61%	12,50%	12,46%	12,54%
5b	12,77%	12,61%	12,50%	12,46%	12,54%
6	15,06%	14,74%	14,44%	14,55%	14,52%
6b	15,06%	14,74%	14,44%	14,55%	14,52%
7	17,28%	16,97%	16,73%	16,73%	16,93%
7b	17,28%	16,97%	16,73%	16,73%	16,93%
Exigences de fonds propres supplémentaires relatives au SREP (Pillar 2 Requirement en pourcentage des actifs pondérés)					
EU 7d	1,73%	1,84%	1,84%	1,84%	1,84%
EU 7e	1,05%	1,14%	1,14%	1,14%	1,14%
EU 7f	1,34%	1,44%	1,44%	1,44%	1,44%
EU 7g	9,73%	9,84%	9,84%	9,84%	9,84%
Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage des actifs pondérés)					
8	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%
EU 8a					
9	0,73%	0,74%	0,73%	0,70%	0,69%
EU 9a	0,15%	0,14%	0,14%	0,13%	0,09%
10	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%
EU 10a	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%
11	4,87%	4,88%	4,87%	4,84%	4,78%
EU 11a	14,60%	14,72%	14,71%	14,68%	14,62%
12	7,22%	6,97%	6,86%	6,82%	6,90%
Ratio de levier					
13	2 664 341	2 565 819	2 592 106	2 604 850	2 601 004
14	4,43%	4,48%	4,34%	4,41%	4,37%
Exigences de fonds propres supplémentaires relatives au risque de levier excessif (en pourcentage de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier)					
EU 14a	0,10%	0,10%	0,10%	0,10%	0,10%
EU 14b	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU 14c	3,10%	3,10%	3,10%	3,10%	3,10%
Exigences de coussin lié au ratio de levier et exigences de ratio de levier global (en pourcentage de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier)					
EU 14d	0,75%	0,75%	0,75%	0,75%	0,75%
EU 14e	3,85%	3,85%	3,85%	3,85%	3,85%
Ratio de couverture des besoins de liquidité (LCR)					
15	385 266	396 484	398 114	394 695	385 146
EU 16a	604 428	592 763	583 130	572 494	560 293
EU 16b	316 515	297 725	284 079	269 841	263 786
16	287 913	295 038	299 052	302 652	296 507
17	133,90%	134,53%	133,28%	130,44%	129,93%
Ratio de financement stable net (NSFR)					
18	1 081 222	1 061 405	1 051 863	1 043 581	1 046 161
19	1 005 718	980 117	960 929	953 422	950 417
20	107,51%	108,29%	109,46%	109,46%	110,07%

⁽¹⁾ A la suite de la publication de la mise à jour du Report on the monitoring of additional Tier 1 (AT1), Tier 2 and TLAC/MREL eligible liabilities instruments of EU institutions par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) en juin 2024, le Groupe a modifié la méthode de valorisation des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) et de catégorie 2 (Tier 2) pour y intégrer la variation de valeur couverte et les intérêts courus non-échus à partir du 2^{ème} trimestre de 2025.

⁽²⁾ Les exigences globales de coussin de fonds propres tiennent compte du coussin le plus élevé entre les coussins G-SII et O-SII.

⁽³⁾ Hors "Pillar 2 Guidance" non publique.

Au 31 mars 2026, l'exigence de fonds propres CET1 s'élève à 10,42 % des actifs pondérés. Le niveau d'exigence minimal des ratios LCR et NSFR, s'élève à 100%.

Les fonds propres prudentiels et les ratios de fonds propres au 31 mars 2026 tiennent compte de l'hypothèse de taux de distribution de 60% au titre du résultat 2026, après prise en compte de la charge de rémunération des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée.

Actualisation du tableau n° 2 du Document d'enregistrement universel 2025 p. 350.

	a		b		c		d		e		f	
	MREL		TLAC		TLAC		TLAC		TLAC		TLAC	
	31 mars 2026	31 décembre 2025	31 mars 2026	31 décembre 2025	30 septembre 2025	30 juin 2025	31 mars 2025					
<i>En millions d'euros</i>												
Fonds propres et dettes éligibles, ratios et composantes												
1	Fonds propres et autres instruments de dettes éligibles	232 470	225 733	208 775	204 345	206 366	206 989	212 021				
EU-1a	dont : fonds propres et engagements subordonnés	208 775	204 345									
2	Actifs pondérés	783 898	779 490	783 898	779 490	779 177	788 850	783 440				
3	Ratio, en pourcentage des actifs pondérés	29,66%	28,96%	26,63%	26,22%	26,49%	26,24%	27,06%				
EU-3a	dont : fonds propres et engagements subordonnés	26,63%	26,22%									
4	Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier	2 664 341	2 565 819	2 664 341	2 565 819	2 592 106	2 604 850	2 601 004				
5	Ratio, en pourcentage de l'exposition de levier	8,73%	8,80%	7,84%	7,96%	7,96%	7,95%	8,15%				
EU-5a	dont : fonds propres et engagements subordonnés	7,84%	7,96%									
6a	Application de l'exemption prévue au paragraphe 4 de l'article 72 ter du Règlement CRR			Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable				
6b	Si application du paragraphe 3 de l'article 72 ter du Règlement CRR : montant total des dettes senior préférées éligibles au ratio TLAC ⁽¹⁾			Non appliqué	Non appliqué	Non appliqué	Non appliqué	Non appliqué				
6c	Si application du paragraphe 3 de l'article 72 ter du Règlement CRR : part des dettes senior préférées utilisées dans le calcul du ratio TLAC ⁽¹⁾			Non appliqué	Non appliqué	Non appliqué	Non appliqué	Non appliqué				
Exigence minimale de fonds propres et de dettes éligibles												
EU-7	Exigence en pourcentage des actifs pondérés	22,19%	22,19%	18,00%	18,00%	18,00%	18,00%	18,00%				
EU-8	dont : à remplir au moyen de fonds propres ou d'engagements subordonnés	14,78%	14,78%									
	Exigence globale, y compris exigence de coussin en pourcentage des actifs pondérés	27,06%	27,07%	22,87%	22,88%	22,87%	22,84%	22,78%				
	dont : à remplir au moyen de fonds propres ou d'engagements subordonnés	19,65%	19,66%									
EU-9	Exigence en pourcentage de l'exposition de levier	5,91%	5,91%	6,75%	6,75%	6,75%	6,75%	6,75%				
EU-10	dont : à remplir au moyen de fonds propres ou d'engagements subordonnés	5,75%	5,75%									

⁽¹⁾ Conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 72 ter du Règlement CRR, certaines dettes seniors préférées (dont le montant atteint 23 695 millions d'euros au 31 mars 2026) peuvent être éligibles dans la limite de 3,5 % des actifs pondérés. Le Groupe n'utilise pas cette option au 31 mars 2026.

FONDS PROPRES

Le Conseil d'administration, réuni le 3 février 2025 sous la présidence de Jean Lemierre, a décidé le principe de la mise en place d'un acompte semestriel sur le dividende de BNP Paribas à partir de l'exercice 2025, qui serait payé vers fin septembre. Le montant de chaque acompte serait calculé sur la base de 50 % du bénéfice net par action du premier semestre en cohérence avec la politique de distribution en numéraire de BNP Paribas. En 2025, cela représente un montant total de 2 891 millions d'euros versés au 30 septembre 2025.

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée Générale du 12 mai 2026 un dividende complémentaire par action de 2,57 euros au titre du résultat de l'exercice 2025, portant ainsi le montant total de la distribution proposée en numéraire à 5 761 millions d'euros, contre 5 413 millions d'euros distribués au titre de 2024.

Le Groupe a également annulé les actions achetées dans le cadre des deux programmes de rachat d'actions effectués en 2025 pour un montant total de 2 234 millions d'euros (1 084 millions d'euros au premier semestre 2025 ayant ainsi porté le taux de retour à l'actionnaire à 60 % au titre du résultat 2024, et 1 150 millions d'euros au second semestre portant ainsi le taux de retour à l'actionnaire à 60 % au titre du résultat 2025).

Actualisation du tableau n° 13 du Document d'enregistrement universel 2025 p. 390.

► TABLEAU N° 13 : FONDS PROPRES PRUDENTIELS [PHASED-IN]

En millions d'euros	31 mars 2026	31 décembre 2025
Fonds propres de base de catégorie 1 : instruments et réserves		
Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	17 910	19 078
<i>dont actions ordinaires</i>	17 910	19 078
Bénéfices non distribués	98 724	97 567
Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves, pour inclure les gains et pertes non réalisés conformément au référentiel comptable applicable)	(3 938)	(4 272)
Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidé)	2 850	2 560
Bénéfices nets de charge et de tout dividende prévisibles, ayant fait l'objet d'un contrôle indépendant	1 201	
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1) AVANT AJUSTEMENTS RÉGLEMENTAIRES	116 747	114 932
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : ajustements réglementaires	(16 681)	(16 667)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)	100 066	98 265
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : instruments	18 537	17 127
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : ajustements réglementaires	(511)	(509)
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1)	18 026	16 617
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (T1 = CET1 + AT1)	118 092	114 882
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : instruments et provisions	21 276	21 286
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : ajustements réglementaires	(3 910)	(3 894)
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (T2)	17 365	17 392
TOTAL DES FONDS PROPRES (TC = T1 + T2)	135 457	132 274

Au 31 mars 2026, hors prise en compte des résultats du 1^{er} trimestre, les fonds propres de base de catégorie 1 s'élèvent à 98 890 millions d'euros, les fonds propres de catégorie 1 s'élèvent à 116 916 millions d'euros et le total des fonds propres à 134 282 millions d'euros.

EXIGENCES DE FONDS PROPRES ET ACTIFS PONDERES

Actualisation du tableau n° 17 du Document d'enregistrement universel 2025 p. 393.

► TABLEAU N° 17 : ACTIFS PONDERÉS ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES (EU OV1) [PHASED-IN]

En millions d'euros	a		b	c
	Actifs pondérés		Exigences de fonds propres	
	31 mars 2026	31 décembre 2025	31 mars 2026	
1	Risque de crédit	567 597	566 950	45 408
2	Dont approche standard	298 032	290 442	23 843
3	Dont approche fondée sur les notations internes simple (IRBF)	105 081	109 495	8 406
4	Dont approche par référencement			
EU 4a	Dont actions selon la méthode de pondération simple			
5	Dont approche fondée sur les notations internes avancée (IRBA)	160 477	157 405	12 838
6	Risque de contrepartie	43 895	40 175	3 512
7	Dont SACCR (dérivés)	3 973	4 055	318
8	Dont méthode du modèle interne (IMM)	30 676	27 422	2 454
EU 8a	Dont expositions sur CCP liées aux activités de compensation	9 081	8 441	727
9	Dont autres CCR	165	257	13
10	Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit - risque de CVA	5 697	3 902	456
EU 10a	Dont approche standard (SA)	2 219	1 674	178
EU 10b	Dont approche de base (F-BA et R-BA)	3 478	2 228	278
EU 10c	Dont approche simplifiée			
15	Risque de règlement	72	12	6
16	Expositions de titrisation du portefeuille bancaire	24 004	25 027	1 920
17	Dont approche fondée sur les notations internes (SEC-IRBA)	14 876	14 938	1 190
18	Dont approche fondée sur les notations externes (SEC-ERBA)	1 326	1 681	106
19	Dont approche standard (SEC-SA)	7 802	8 408	624
EU 19a	Dont expositions pondérées à 1 250 % (ou déduites des fonds propres) ⁽¹⁾			
20	Risque de marché	30 158	30 948	2 413
21	Dont approche standard alternative (A-SA)			
EU 21a	Dont approche standard simplifiée (S-SA)			
	Dont approche standard	7 848	8 407	628
22	Dont approche alternative fondée sur les modèles internes (A-IMA)			
	Dont approche fondée sur les modèles internes (IMA)	22 021	22 313	1 762
24	Risque opérationnel	112 475	112 475	8 998
25	Dont montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250 %)	24 318	23 245	1 945
26	Plancher de fonds propres appliqué (%) (« output floor »)	50	50	
27	Ajustement pour l'output floor (avant application du plafond transitoire)	-	-	
28	Ajustement pour l'output floor (après application du plafond transitoire)	-	-	
29	TOTAL	783 898	779 490	62 712

⁽¹⁾ Le Groupe a opté pour l'approche par déduction plutôt que par une pondération à 1 250%. Le montant des expositions de titrisation du portefeuille bancaire déduites des fonds propres atteint 358 millions d'euros au 31 mars 2026 (394 millions d'euros au 31 décembre 2025).

Actualisation du tableau n° 20 du Document d'enregistrement universel 2025 p. 397.

► TABLEAU N° 20 : COMPARAISON ENTRE LES ACTIFS PONDERES CALCULES EN APPLICATION DES APPROCHES UTILISANT DES MODELES INTERNES ET LES ACTIFS PONDERES CALCULES EN APPLICATION DE CELLES UTILISANT DES METHODES STANDARDISEES, PAR TYPE DE RISQUES (EU CMS1)

		a	b	c	d	EU d
		Montants d'exposition pondérés (RWA) au 31 mars 2026				
		RWA pour les approches modélisées que les établissements sont autorisés à utiliser par l'autorité de supervision	RWA pour les portefeuilles pour lesquels des approches standard sont utilisées	RWA effectifs totaux	RWA calculés selon l'approche standard complète ⁽¹⁾	RWA servant de base pour l'output floor
<i>En millions d'euros</i>						
1	Risque de crédit (à l'exclusion du risque de crédit de contrepartie)	265 558	298 032	567 597	774 043	733 003
2	Risque de contrepartie	32 181	11 713	43 895	216 875	142 845
3	Ajustement de l'évaluation de crédit (risque de CVA)		5 697	5 697	5 697	5 697
4	Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire	14 876	9 128	24 004	55 604	32 895
5	Risque de marché	22 022	7 848	30 158	69 283	69 283
6	Risque opérationnel		112 475	112 475	112 475	112 475
7	Autres montants d'exposition pondérés		72	72	72	72
8	Total	334 638	444 965	783 898	1 234 048	1 096 270

⁽¹⁾ Correspond au montant d'exposition pondéré qui serait utilisé à la fin de la période transitoire pour l'application du plancher en capital afin de comparer le total des actifs pondérés déterminés en application des méthodes standardisées (sans application des dispositions transitoires prévues à l'article 465 du Règlement CRR) et le total des actifs pondérés calculés en application des approches utilisant des modèles internes, conformément à l'article 92 points (5) et (6) du Règlement CRR.

		a	b	c	d	EU d
		Montants d'exposition pondérés (RWA) au 31 décembre 2025				
		RWA pour les approches modélisées que les établissements sont autorisés à utiliser par l'autorité de supervision	RWA pour les portefeuilles pour lesquels des approches standard sont utilisées	RWA effectifs totaux	RWA calculés selon l'approche standard complète ⁽¹⁾	RWA servant de base pour l'output floor
<i>En millions d'euros</i>						
1	Risque de crédit (à l'exclusion du risque de crédit de contrepartie)	266 900	290 442	566 950	766 022	726 068
2	Risque de contrepartie	30 265	9 910	40 175	201 609	134 957
3	Ajustement de l'évaluation de crédit (risque de CVA)		3 902	3 902	3 902	3 902
4	Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire	14 938	10 089	25 027	54 801	32 105
5	Risque de marché	22 313	8 407	30 948	67 558	67 558
6	Risque opérationnel		112 475	112 475	112 475	112 475
7	Autres montants d'exposition pondérés		12	12	12	12
8	Total	334 415	435 239	779 490	1 206 380	1 077 077

⁽¹⁾ Correspond au montant d'exposition pondéré qui serait utilisé à la fin de la période transitoire pour l'application du plancher en capital afin de comparer le total des actifs pondérés déterminés en application des méthodes standardisées (sans application des dispositions transitoires prévues à l'article 465 du Règlement CRR) et le total des actifs pondérés calculés en application des approches utilisant des modèles internes, conformément à l'article 92 points (5) et (6) du Règlement CRR.

Actualisation du tableau n° 31 du Document d'enregistrement universel 2025 p. 433.

► **TABLEAU N°31 : VARIATION DES ACTIFS PONDÉRÉS DU RISQUE DE CRÉDIT PAR TYPE D'EFFETS (EU CR8)**
[PHASED-IN]

► Variation du 1^{er} trimestre 2026

En millions d'euros	a			
	Actifs pondérés		Exigences de fonds propres	
	Total	dont approche IRB	Total	dont approche IRB
1 31 décembre 2025	566 950	266 900	45 356	21 352
2 Volume des actifs	7 750	2 918	620	233
3 Qualité des actifs	(1 667)	(2 368)	(133)	(189)
4 Mise à jour des modèles	1 598	(3 039)	128	(243)
5 Méthodologie et réglementation	(1 804)		(144)	
6 Acquisitions et cessions	(1 091)	34	(87)	3
7 Variation des taux de change	1 212	1 084	97	87
8 Autres	(5 351)	30	(428)	3
9 31 mars 2026	567 597	265 558	45 408	21 245

Actualisation du tableau n° 32 du Document d'enregistrement universel 2025 p. 434.

► **TABLEAU N° 32 : COMPARAISON ENTRE LES ACTIFS PONDERES CALCULES EN APPLICATION DES APPROCHES UTILISANT DES MODELES INTERNES ET LES ACTIFS PONDERES CALCULES EN APPLICATION DE CELLES UTILISANT DE LA METHODE STANDARDISEE POUR LE RISQUE DE CREDIT, PAR CLASSE D'EXPOSITION (EU CMS2)**

		a	b	c	d	EU d
		Montants d'exposition pondérés (RWA) au 31 mars 2026				
		RWA pour les approches modélisées que les établissements sont autorisés à utiliser par l'autorité de supervision	RWA pour la colonne (a) en cas de recalcul selon l'approche standard	RWA effectifs totaux	RWA calculés selon l'approche standard complète ⁽¹⁾	RWA servant de base pour l'output floor
En millions d'euros						
1	Administrations centrales et banques centrales			15 100	15 100	15 100
EU 1a	Administrations régionales ou locales			916	916	916
Eu 1b	Entités du secteur public			2 911	2 911	2 911
EU 1c	Classées comme banques multilatérales de développement selon l'approche standard	2	2	54	54	54
EU 1d	Classées comme organisations internationales selon l'approche standard			1	1	1
2	Établissements	6 828	8 431	14 130	15 733	15 733
3	Actions			52 125	52 125	52 125
5	Entreprises	166 040	249 410	240 828	365 238	324 198
5.1	dont : Approche IRBA est appliquée	90 536	156 083	90 536	184 691	156 083
5.2	dont : Approche IRBA est appliquée	75 503	93 327	75 503	105 759	93 327
EU 5a	Dont: Entreprises – Générales	147 666	214 781	221 747	329 945	288 862
EU 5b	Dont: Entreprises – Financement spécialisé	18 373	34 629	19 081	35 293	35 337
EU 5c	Dont: Entreprises – Créances achetées	4 026	9 632	11 830	19 708	17 436
6	Cliantèle de détail	24 806	36 429	86 780	98 402	98 402
6.1	Dont: Clientèle de détail – Expositions renouvelables éligibles	1 724	1 689	8 085	8 050	8 050
EU 6.1a	Dont: Clientèle de détail – Créances achetées	303	303	827	827	827
EU 6.1b	Dont: Clientèle de détail – Autres	22 779	34 437	77 867	89 525	89 525
6.2	Dont: Clientèle de détail – Garanties par des biens immobiliers résidentiels	23 987	63 563	31 406	70 982	70 982
EU 7a	Expositions classées comme garanties par des biens immobiliers et expositions ADC selon l'approche standard	57 993	124 538	75 352	141 897	141 897
EU 7b	Organismes de placement collectif (OPC)			15 483	15 483	15 483
EU 7c	Expositions classées comme expositions en défaut selon l'approche standard	9 085	11 050	14 262	16 227	16 227
EU 7d	Expositions classées comme expositions sur créances subordonnées selon l'approche standard	379	544	1 011	1 177	1 177
EU 7e	Expositions classées comme obligations garanties selon l'approche SA	425	559	425	559	559
EU 7f	Expositions classées comme créances sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme selon l'approche standard					
8	Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit			48 218	48 218	48 218
9	Total	265 558	430 964	567 597	774 043	733 003

⁽¹⁾ Correspond au montant d'exposition pondéré qui serait utilisé à la fin de la période transitoire pour l'application du plancher en capital afin de comparer les actifs pondérés déterminés en application de la méthode standardisée pour le risque de crédit (sans application des dispositions transitoires prévues à l'article 465 du Règlement CRR et les actifs pondérés calculés en application de l'approches utilisant des modèles internes pour le risque de crédit, conformément à l'article 92 points (5) et (6) du Règlement CRR.

	a	b	c	d	EU d
	Montants d'exposition pondérés (RWA) au 31 décembre 2025				
En millions d'euros	RWA pour les approches modélisées que les établissements sont autorisés à utiliser par l'autorité de supervision	RWA pour la colonne (a) en cas de recalcul selon l'approche standard	RWA effectifs totaux	RWA calculés selon l'approche standard complète ⁽¹⁾	RWA servant de base pour l'output floor
1 Administrations centrales et banques centrales	3 161	2 330	15 732	14 900	14 900
EU 1a Administrations régionales ou locales	712	656	1 272	1 216	1 216
EU 1b Entités du secteur public	1 257	1 839	2 405	2 987	2 987
EU 1c Classées comme banques multilatérales de développement selon l'approche standard	6	3	6	3	3
EU 1d Classées comme organisations internationales selon l'approche standard	1		2	1	1
2 Établissements	5 601	6 564	13 332	14 295	14 295
3 Actions			50 496	50 496	50 496
5 Entreprises	164 355	245 157	245 420	366 172	326 217
5.1 dont : Approche IRBF est appliquée	94 727	157 983	94 727	186 031	157 983
5.2 dont : Approche IRBA est appliquée	69 628	87 174	69 628	99 076	87 169
EU 5a dont: Entreprises – Générales	145 950	210 253	226 385	330 638	290 684
EU 5b dont: Entreprises – Financement spécialisé	18 405	34 903	19 036	35 534	35 534
EU 5c dont: Entreprises – Créances achetées	4 135	10 107	12 969	21 587	18 942
6 Clientèle de détail	25 317	36 674	87 771	99 128	99 128
6.1 dont: Clientèle de détail – Expositions renouvelables éligibles	1 897	1 843	8 461	8 407	8 407
EU 6.1a dont: Clientèle de détail – Créances achetées	282	282	897	897	897
EU 6.1b dont: Clientèle de détail – Autres	23 138	34 549	78 413	89 824	89 824
6.2 dont: Clientèle de détail – Garanties par des biens immobiliers résidentiels	23 266	62 188	30 680	69 603	69 603
EU 7a Expositions classées comme garanties par des biens immobiliers et expositions ADC selon l'approche standard	56 361	120 667	73 652	137 958	137 958
EU 7b Organismes de placement collectif (OPC)			14 904	14 904	14 904
EU 7c Expositions classées comme expositions en défaut selon l'approche standard	9 273	10 931	14 499	16 156	16 156
EU 7d Expositions classées comme expositions sur créances subordonnées selon l'approche standard	407	693	1 071	1 357	1 357
EU 7e Expositions classées comme obligations garanties selon l'approche standard	450	512	450	512	512
EU 7f Expositions classées comme créances sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme selon l'approche standard					
8 Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit			45 939	45 939	45 939
9 Total	266 900	426 024	566 950	766 022	726 068

⁽¹⁾ Correspond au montant d'exposition pondéré qui serait utilisé à la fin de la période transitoire pour l'application du plancher en capital afin de comparer les actifs pondérés déterminés en application de la méthode standardisée pour le risque de crédit (sans application des dispositions transitoires prévues à l'article 465 du Règlement CRR) et les actifs pondérés calculés en application de l'approche utilisant des modèles internes pour le risque de crédit, conformément à l'article 92 points (5) et (6) du Règlement CRR.

Actualisation du tableau n° 77 du Document d'enregistrement universel 2025 p. 540.

► **TABLEAU N° 77 : ÉTATS DES FLUX DES RWA RELATIFS AU RISQUE D'AJUSTEMENT DE L'ÉVALUATION DE CREDIT SELON L'APPROCHE STANDARD (EU CVA4)**

En millions d'euros		Montant d'exposition pondéré
1	Montant d'exposition pondéré à la fin de la période de déclaration précédente	1 674
2	Montant d'exposition pondéré à la fin de la période de déclaration courante	2 219

Actualisation du tableau n°80 du Document d'enregistrement universel 2025 p. 542.

► **TABLEAU N° 80 : VARIATION DES ACTIFS PONDÉRÉS DU RISQUE DE CONTREPARTIE (Y COMPRIS RISQUE DE CVA) (EU CCR7)**

► Variation du 1^{er} trimestre 2026

En millions d'euros	a		Exigences de fonds propres	
	Total	dont méthode du modèle interne ⁽¹⁾	Total	dont méthode du modèle interne
1 31 décembre 2025	44 077	27 422	3 526	2 194
2 Volume des actifs	3 370	3 966	270	317
3 Qualité des actifs	1 161	101	93	8
4 Mise à jour des modèles	836	(579)	67	(46)
5 Méthodologie et réglementation				
6 Acquisitions et cessions	195	(250)	16	(20)
7 Variation des taux de change	(49)	7	(4)	1
8 Autres	2	8	0	1
9 31 mars 2026	49 592	30 676	3 967	2 454

⁽¹⁾ Méthode du modèle interne au titre du modèle de contrepartie bilatéral (hors CCP clearing).

Actualisation du tableau n°83 du Document d'enregistrement universel 2025 p. 545.

► **TABLEAU N° 83 : VARIATION DES ACTIFS PONDÉRÉS DU RISQUE DE MARCHÉ PAR TYPE D'EFFETS (EU MR2-B)**

► Variation du 1^{er} trimestre 2026

En millions d'euros	a					f			g		
	VaR	SVaR	IRC	CRM	Autres	IMA	Approche standard	Total	IMA	Approche standard	Total
1 31 décembre 2025	5 296	11 422	4 537	1 058	-	22 313	8 407	30 948	1 785	673	2 476
2 Volume et qualité des actifs	(245)	(675)	567	61		(291)	146	(84)	(23)	12	(7)
3 Mise à jour des modèles											
4 Méthodologie et réglementation											
5 Acquisitions et cessions											
6 Variation des taux de change											
7 Autres							(705)	(705)		(56)	(56)
8 31 mars 2026	5 051	10 748	5 104	1 119	-	22 021	7 848	30 158	1 762	628	2 413

RISQUE DE LIQUIDITE

Actualisation du tableau n°98 du document d'enregistrement universel 2025 p. 568.

► TABLEAU N° 98 : RATIO DE LIQUIDITÉ À COURT TERME (LCR)⁽¹⁾ - DÉTAIL (EU LIQ1)

En millions d'euros	Valeur non pondérée				Valeur pondérée			
	a	b	c	d	e	f	g	h
	31 mars 2026	31 décembre 2025	30 septembre 2025	30 juin 2025	31 mars 2026	31 décembre 2025	30 septembre 2025	30 juin 2025
Nombre de points de données utilisés pour le calcul des moyennes	12	12	12	12	12	12	12	12
ACTIFS LIQUIDES DE HAUTE QUALITÉ (HQLA)								
1 TOTAL ACTIFS LIQUIDES DE HAUTE QUALITÉ (HQLA)					385 266	396 484	398 114	394 695
SORTIES DE TRÉSORERIE								
2 Dépôts de détail (y compris petites entreprises)	433 054	432 832	433 067	433 045	30 991	30 884	30 770	30 759
3 <i>dont dépôts stables</i>	250 850	249 348	247 454	245 613	12 542	12 467	12 373	12 281
4 <i>dont dépôts moins stables</i>	152 874	153 518	154 489	156 451	18 449	18 417	18 397	18 478
5 Financements non collatéralisés auprès de contreparties non-détail	527 856	525 034	521 650	513 720	250 442	250 196	248 076	242 981
6 <i>dont dépôts opérationnels</i>	170 920	168 512	167 356	165 913	41 978	41 452	41 213	40 871
7 <i>dont dépôts non opérationnels</i>	331 771	330 595	328 600	322 842	183 298	182 817	181 170	177 145
8 <i>dont dettes non collatéralisées</i>	25 166	25 927	25 693	24 966	25 166	25 927	25 693	24 966
9 Financements collatéralisés auprès de contreparties non-détail (dont pensions données)					146 407	137 567	129 289	125 756
10 Exigences supplémentaires	397 385	394 034	392 506	389 242	93 081	94 180	96 018	97 703
11 <i>dont sorties associées à des expositions sur instruments dérivés et autres exigences de sûreté</i>	41 336	42 471	43 440	45 425	39 586	40 366	41 421	43 475
12 <i>dont sorties sur dettes collatéralisées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
13 <i>dont facilités de crédit et de liquidité</i>	356 049	351 563	349 066	343 817	53 495	53 813	54 597	54 228
14 Autres obligations de financement contractuel	67 600	64 787	64 846	62 395	67 600	64 787	64 846	62 395
15 Autres obligations de financement éventuel	173 967	164 491	161 399	158 420	15 907	15 148	14 132	12 900
16 TOTAL SORTIES DE TRÉSORERIE					604 428	592 763	583 130	572 494
ENTRÉES DE TRÉSORERIE								
17 Opérations de prêts collatéralisées (dont pensions reçues)	582 147	564 218	540 817	522 888	163 379	149 370	136 678	127 203
18 Entrées provenant des expositions pleinement performantes	90 044	89 742	89 120	89 511	72 211	71 863	71 136	71 324
19 Autres entrées de trésorerie	92 542	87 823	87 800	83 496	80 925	76 492	76 265	71 314
20 TOTAL ENTRÉES DE TRÉSORERIE	764 734	741 782	717 737	695 895	316 515	297 725	284 079	269 841
EU-20c Entrées de trésorerie soumises au plafond de 75 %	569 107	553 193	532 154	512 349	316 515	297 725	284 079	269 841
21 COUSSIN DE LIQUIDITÉ					385 266	396 484	398 114	394 695
22 TOTAL DES SORTIES NETTES DE TRÉSORERIE					287 913	295 038	299 052	302 652
23 RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ (%)					133,90%	134,53%	133,28%	130,44%

⁽¹⁾ L'ensemble des données présentées sont calculées comme la moyenne glissante des 12 dernières mesures de fin de mois.

Informations qualitatives sur le LCR (EU LIQ-B)

Le *Liquidity Coverage Ratio* (LCR) du Groupe s'élève à 134% en moyenne glissante sur les 12 dernières mesures de fin de mois, ce qui représente un excédent de liquidité de 97 milliards d'euros par rapport à l'exigence réglementaire. Le niveau de LCR moyen du Groupe a varié entre 130 % et 135 %.

Les actifs liquides du Groupe reconnus au numérateur du ratio avec des décotes réglementaires (valeurs pondérées) s'élèvent à 385 milliards d'euros en moyenne glissante sur les 12 dernières mesures de fin de mois, et sont composés à fin mars de dépôts en banques centrales (47 %) et de titres souverains et publics (53 %).

En moyenne glissante sur les 12 dernières mesures de fin de mois, les sorties nettes de trésorerie à trente jours du scénario de stress réglementaire LCR s'élèvent à 288 milliards d'euros, dont une part significative correspond aux dépôts avec 256 milliards d'euros, partiellement compensés par les entrées de trésorerie sur les prêts de 72 milliards d'euros.

En moyenne glissante sur les 12 dernières mesures de fin de mois, les flux nets stressés de trésorerie sur les financements et prêts collatéralisés, c'est-à-dire essentiellement des opérations de pension et d'échanges de titres, tenant compte de décotes réglementaires appliquées aux collatéraux, s'élèvent à 17 milliards d'euros d'entrées nettes. Les flux nets associés aux instruments dérivés et au stress réglementaire appliqué aux sûretés

représentent une sortie nette de trésorerie de 7 milliards d'euros avec des flux sortants (40 milliards d'euros) partiellement compensés par des flux entrants (33 milliards d'euros).

Enfin les hypothèses de tirage sur les engagements de financement s'élèvent à 53 milliards d'euros en moyenne glissante sur les 12 dernières mesures de fin de mois.

Aucune devise significative ne présente de déséquilibre excessif.

Actualisation du tableau n°99 du document d'enregistrement universel 2025 p. 570.

► TABLEAU N°99 : RATIO DE FINANCEMENT STABLE NET (EU LIQ2)

En millions d'euros	31 mars 2026					31 décembre 2025				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée	Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée
	Pas d'échéance	< 6 mois	6 mois à < 1an	≥ 1an		Pas d'échéance	< 6 mois	6 mois à < 1an	≥ 1an	
Éléments du financement stable disponible										
1	Éléments et instruments de fonds propres	131 232	1 634	1 724	22 417	153 649	130 649	77	26 464	157 113
2	Fonds propres	131 232	1 634	1 724	17 916	149 150	130 649	77	21 209	151 858
3	Autres instruments de fonds propres				4 499	4 499			5 255	5 255
4	Dépôts de la clientèle de détail		399 021	4 388	9 955	384 753		400 223	5 271	9 597
5	Dépôts stables		233 487	1 105	1 907	224 769		233 743	1 732	1 851
6	Dépôts moins stables		165 534	3 284	8 048	159 984		166 480	3 540	7 745
7	Financement de gros		1 171 974	52 771	207 553	508 744		1 142 006	46 933	197 771
8	Dépôts opérationnels		175 672		32	87 868		172 904		46
9	Autres financements de gros		996 302	52 771	207 521	420 876		969 103	46 933	197 724
10	Engagements interdépendants		20 651		30 436	-		20 343		20 394
11	Autres engagements:	47 469	199 664	2 117	33 017	34 076	39 879	155 560	2 633	25 130
12	Engagements dérivés affectant le NSFR	47 469					39 879			
13	Tous les autres engagements et instruments de fonds propres non inclus dans les catégories ci-dessus.		199 664	2 117	33 017	34 076		155 560	2 633	25 130
14	FINANCEMENT STABLE DISPONIBLE TOTAL					1 081 222				1 061 405
Éléments du financement stable requis										
15	Total des actifs liquides de qualité élevée (HQLA)					54 520				56 235
15a	Actifs grevés pour une échéance résiduelle d'un an ou plus dans un panier de couverture		181	178	7 554	6 727		189	187	7 493
16	Dépôts détenus auprès d'autres établissements financiers à des fins opérationnelles		1 398			699		981		490
17	Prêts et titres performants		489 158	98 128	690 276	702 611		465 728	93 293	673 759
18	Opérations de financement sur titres performants avec des clients financiers garantis par des actifs liquides de qualité élevée de niveau 1 soumis à une décote de 0 %.		113 391	6 301	2 716	10 748		114 086	5 086	4 923
19	Opérations de financement sur titres performants avec des clients financiers garantis par d'autres actifs et prêts et avances aux établissements financiers		177 494	17 136	16 606	40 410		158 532	14 886	16 980
20	Prêts performants à des entreprises non financières, prêts performants à la clientèle de détail et aux petites entreprises, et prêts performants aux emprunteurs souverains et aux entités du secteur public, dont:		117 872	56 494	373 349	405 350		112 845	55 387	361 073
21	Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle pour le risque de crédit					-				-
22	Prêts hypothécaires résidentiels performants, dont:		5 175	5 160	168 865	115 021		4 969	5 301	172 734
23	Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle pour le risque de crédit		5 175	5 160	168 865	115 021		4 969	5 301	172 734
24	Autres prêts et titres qui ne sont pas en défaut et ne sont pas considérés comme des actifs liquides de qualité élevée, y compris les actions négociées en Bourse et les produits liés aux crédits commerciaux inscrits au bilan		75 226	13 036	128 740	131 082		75 296	12 633	118 048
25	Actifs interdépendants		20 651		30 436	-		20 343		20 394
26	Autres actifs		160 654	11 498	192 513	215 272		142 469	11 333	189 525
27	Matières premières échangées physiquement				8 917	7 579				10 325
28	Actifs fournis en tant que marge initiale dans des contrats dérivés et en tant que contributions aux fonds de défaillance des CCP		1 534	19	50 621	44 348		1 286	23	47 864
29	Actifs dérivés affectant le NSFR					-				-
30	Engagements dérivés affectant le NSFR avant déduction de la marge de variation fournie		93 998			4 700		86 266		4 313
31	Tous les autres actifs ne relevant pas des catégories ci-dessus		65 122	11 475	132 975	158 645		54 917	11 310	131 336
32	Éléments de hors bilan		487 844	11 793	28 370	25 890		492 670	8 136	29 733
33	FINANCEMENT STABLE REQUIS TOTAL					1 005 718				980 117
34	RATIO DE FINANCEMENT STABLE NET (%)					107,51%				108,29%

	30 septembre 2025					30 juin 2025				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle					Valeur non pondérée par échéance résiduelle				
	Pas d'échéance	< 6 mois	6 mois à < 1an	≥ 1an	Valeur pondérée	Pas d'échéance	< 6 mois	6 mois à < 1an	≥ 1an	Valeur pondérée
Éléments du financement stable disponible										
1	Éléments et instruments de fonds propres	126 838	131	26 891	153 728	128 295	223	26 120	154 415	
2	Fonds propres	126 838	131	21 655	148 492	128 295	223	20 907	149 201	
3	Autres instruments de fonds propres			5 236	5 236			5 214	5 214	
4	Dépôts de la clientèle de détail		398 731	6 476	6 285	382 637	399 648	5 538	6 954	383 318
5	Dépôts stables		231 843	1 464	1 662	223 303	233 225	706	2 213	224 447
6	Dépôts moins stables		166 888	5 013	4 623	159 334	166 424	4 833	4 740	158 871
7	Financement de gros		1 159 397	52 261	205 960	490 119	1 177 558	53 139	196 958	478 900
8	Dépôts opérationnels		169 199		32	84 631	166 191		53	83 148
9	Autres financements de gros		990 198	52 261	205 928	405 488	1 011 367	53 139	196 905	395 752
10	Engagements interdépendants		20 608		21 857	-	20 668		20 896	-
11	Autres engagements:	37 634	169 348	3 787	23 485	25 379	38 305	165 125	3 820	25 038
12	Engagements dérivés affectant le NSFR	37 634					38 305			
13	Tous les autres engagements et instruments de fonds propres non inclus dans les catégories ci-dessus.		169 348	3 787	23 485	25 379	165 125	3 820	25 038	26 948
14	FINANCEMENT STABLE DISPONIBLE TOTAL				1 051 863					1 043 581
Éléments du financement stable requis										
15	Total des actifs liquides de qualité élevée (HQLA)				49 834					45 636
15a	Actifs grevés pour une échéance résiduelle d'un an ou plus dans un panier de couverture		189	187	8 149	7 247		192	190	8 594
16	Dépôts détenus auprès d'autres établissements financiers à des fins opérationnelles		653			326		627		313
17	Prêts et titres performants		513 689	87 144	662 528	670 916		532 203	86 767	658 657
18	Opérations de financement sur titres performants avec des clients financiers garantis par des actifs liquides de qualité élevée de niveau 1 soumis à une décote de 0 %.		167 885	3 595	4 386	10 242		178 172	4 273	4 867
19	Opérations de financement sur titres performants avec des clients financiers garantis par d'autres actifs et prêts et avances aux établissements financiers		150 337	16 444	18 077	41 015		154 447	16 180	15 271
20	Prêts performants à des entreprises non financières, prêts performants à la clientèle de détail et aux petites entreprises, et prêts performants aux emprunteurs souverains et aux entités du secteur public, dont:		118 421	52 635	354 222	387 377		120 030	50 207	354 853
21	Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle pour le risque de crédit					-				-
22	Prêts hypothécaires résidentiels performants, dont:		5 473	5 053	172 018	117 286		5 392	5 168	171 756
23	Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle pour le risque de crédit		5 473	5 053	172 018	117 286		5 392	5 168	171 756
24	Autres prêts et titres qui ne sont pas en défaut et ne sont pas considérés comme des actifs liquides de qualité élevée, y compris les actions négociées en Bourse et les produits liés aux crédits commerciaux inscrits au bilan		71 572	9 417	113 825	114 996		74 162	10 939	111 910
25	Actifs interdépendants		20 608		21 857	-		20 668		20 896
26	Autres actifs		156 577	10 262	184 266	207 618		164 446	9 928	183 599
27	Matières premières échangées physiquement				9 936	8 446				9 584
28	Actifs fournis en tant que marge initiale dans des contrats dérivés et en tant que contributions aux fonds de défaillance des CCP		1 579	15	43 063	37 958		1 204	3	49 374
29	Actifs dérivés affectant le NSFR		1 409			1 409		3 306		3 306
30	Engagements dérivés affectant le NSFR avant déduction de la marge de variation fournie		88 237			4 412		90 311		4 516
31	Tous les autres actifs ne relevant pas des catégories ci-dessus		65 353	10 247	131 267	155 394		69 625	9 925	124 641
32	Éléments de hors bilan		476 600	7 267	26 834	24 987		463 150	11 465	25 984
33	FINANCEMENT STABLE REQUIS TOTAL				960 929					953 422
34	RATIO DE FINANCEMENT STABLE NET (%)				109,46%					109,46%

En millions d'euros	a	b	c	d	e
	31 mars 2025				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée
Pas d'échéance	< 6 mois	6 mois à < 1an	≥ 1an		
Éléments du financement stable disponible					
1	Éléments et instruments de fonds propres	125 202	220	24 802	150 004
2	Fonds propres	125 202	220	22 554	147 756
3	Autres instruments de fonds propres			2 249	2 249
4	Dépôts de la clientèle de détail		398 591	6 251	383 516
5	Dépôts stables		229 345	980	220 937
6	Dépôts moins stables		169 246	5 271	162 579
7	Financement de gros		1 164 705	54 454	476 635
8	Dépôts opérationnels		167 533	2 211	85 977
9	Autres financements de gros		997 173	54 454	390 657
10	Engagements interdépendants		20 383	23 093	-
11	Autres engagements:	37 769	161 269	1 689	36 006
12	Engagements dérivés affectant le NSFR	37 769			
13	Tous les autres engagements et instruments de fonds propres non inclus dans les catégories ci-dessus.		161 269	1 689	36 006
14	FINANCEMENT STABLE DISPONIBLE TOTAL				1 046 161
Éléments du financement stable requis					
15	Total des actifs liquides de qualité élevée (HQLA)				47 951
15a	Actifs grevés pour une échéance résiduelle d'un an ou plus dans un panier de couverture		194	191	6 527
16	Dépôts détenus auprès d'autres établissements financiers à des fins opérationnelles		630		315
17	Prêts et titres performants		521 467	92 347	671 217
18	Opérations de financement sur titres performants avec des clients financiers garantis par des actifs liquides de qualité élevée de niveau 1 soumis à une décote de 0 %.		173 169	7 620	13 935
19	Opérations de financement sur titres performants avec des clients financiers garantis par d'autres actifs et prêts et avances aux établissements financiers		154 343	15 191	35 931
20	Prêts performants à des entreprises non financières, prêts performants à la clientèle de détail et aux petites entreprises, et prêts performants aux emprunteurs souverains et aux entités du secteur public, dont:		120 128	51 498	394 418
21	Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle pour le risque de crédit				-
22	Prêts hypothécaires résidentiels performants, dont:		5 319	5 736	118 683
23	Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle pour le risque de crédit		5 319	5 736	118 683
24	Autres prêts et titres qui ne sont pas en défaut et ne sont pas considérés comme des actifs liquides de qualité élevée, y compris les actions négociées en Bourse et les produits liés aux crédits commerciaux inscrits au bilan		68 508	12 302	108 251
25	Actifs interdépendants		20 383	23 093	-
26	Autres actifs		155 420	9 225	200 172
27	Matières premières échangées physiquement			11 468	9 748
28	Actifs fournis en tant que marge initiale dans des contrats dérivés et en tant que contributions aux fonds de défaillance des CCP		979	2	38 784
29	Actifs dérivés affectant le NSFR		1 541		1 541
30	Engagements dérivés affectant le NSFR avant déduction de la marge de variation fournie		86 025		4 301
31	Tous les autres actifs ne relevant pas des catégories ci-dessus		66 874	9 223	145 798
32	Éléments de hors bilan		470 291	11 254	24 234
33	FINANCEMENT STABLE REQUIS TOTAL				950 417
34	RATIO DE FINANCEMENT STABLE NET (%)				110,07%

COUSSIN G-SII

L'évaluation de l'importance systémique est fondée sur une liste d'indicateurs visant à mesurer la taille des banques, leur interconnexion, l'utilisation des systèmes d'information bancaires pour les services fournis, leur activité à travers les différentes juridictions et leur complexité. La méthodologie est décrite dans le document publié en juillet 2013 par le Comité de Bâle et intitulé *Global systemically important banks : updated assessment methodology and the higher loss absorbency requirement* (BCBS 255).

Le Groupe a reçu la notification par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), en date du 12 novembre 2025, de son appartenance à la liste 2025 des établissements d'importance systémique mondiale dans la sous-catégorie 2, correspondant à son score sur la base des données à fin 2024.

En conséquence, l'exigence de coussin G-SII pour le Groupe s'appliquant depuis le 1^{er} janvier 2026 reste inchangée à 1,5 % du montant total d'exposition au risque.

L'actualisation des indicateurs G-SII du Groupe au 31 mars 2026 est mise à disposition sur le site des relations investisseurs. Le communiqué de presse du 28 avril 2026 précise l'actualisation du cadre O-SII de la BCE est également disponible sur le site institutionnel : <https://invest.bnpparibas/document/bnp-paribas-confirme-sa-trajectoire-de-ratio-cet1-a-la-suite-de-l-actualisation-du-cadre-o-sii-de-la-bce>

3. Gouvernance

La section 2.3 « Le comité exécutif » est modifié comme suit :

Le Comité Exécutif de BNP Paribas est composé des membres suivants :

- Jean-Laurent Bonnafé, Administrateur Directeur Général de BNP Paribas ;
- Yann Gérardin, Directeur Général délégué de BNP Paribas et Président Exécutif de Corporate & Institutional Banking ;
- Thierry Laborde, Directeur Général délégué de BNP Paribas, en charge de Commercial, Personal Banking & Services ;
- Renaud Dumora, Directeur Général adjoint de BNP Paribas, en charge d'Investment & Protection Services ;
- Yannick Jung, Directeur Général adjoint de BNP Paribas, en charge des Banques commerciales de la zone euro au sein de Commercial, Personal Banking & Services ;
- Olivier Osty, Directeur Général adjoint de BNP Paribas et Directeur général de Corporate & Institutional Banking ;
- Michael Anseeuw, Administrateur Directeur Général et Président du Comité de Direction de BNP Paribas Fortis ;
- Marc Camus, Directeur des Systèmes d'Information de BNP Paribas ;
- Elena Goitini, Administratrice déléguée de BNL ;
- Elise Hermant, Directrice de la Communication de BNP Paribas ;
- Pauline Leclerc-Glorieux, Administratrice Directrice Générale de BNP Paribas Cardif ;
- Isabelle Loc, Directrice de la Banque Commerciale en France de BNP Paribas ;
- Stéphanie Maarek, Directrice de la Compliance de BNP Paribas ;
- Lars Machenil, Directeur Financier de BNP Paribas ;
- Philippe Maillard, Chief Operating Officer de BNP Paribas ;
- Sofia Merlo, Directrice des Ressources Humaines de BNP Paribas ;
- Sandro Pierri, Directeur Général de BNP Paribas Asset Management ;
- Anne Pointet, Directrice de l'Engagement d'entreprise de BNP Paribas ;
- Frank Roncey, Directeur des Risques de BNP Paribas
- Gilles Zeitoun, Administrateur Directeur Général de BNP Paribas Personal Finance.

Depuis novembre 2007, le Comité Exécutif de BNP Paribas est doté d'un Secrétariat permanent.

4. Notations long terme et court terme

	Notation long terme/court terme au 19 mars 2026	Notation long terme/court terme au 30 avril 2026	Perspective	Date de la dernière revue
Standard & Poor's	A+/A-1	A+/A-1	Stable	13 avril 2026
Fitch	AA-/F1+	AA-/F1+	Stable	4 juin 2025
Moody's	A1/Prime-1	A1/Prime-1	Stable	24 avril 2026

5. Evènements récents

Dans le chapitre 3.6, le paragraphe “Evènements récents est complété des communiqués de presse suivants :



BNP PARIBAS

BNP PARIBAS CONFIRME SA TRAJECTOIRE DE RATIO CET1 A LA SUITE DE L'ACTUALISATION DU CADRE O-SII DE LA BCE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 28 avril 2026

Le 20 décembre 2024, la Banque centrale européenne (BCE) a publié un cadre actualisé relatif à l'évaluation des coussins de fonds propres applicables aux « autres institutions systémiques importantes » (O-SII).

Le 28 avril 2026, la BCE a publié les scores O-SII dans ce cadre.

BNP Paribas s'est vu attribuer un score de 911 points, le plaçant dans le *bucket* 8 de la méthodologie plancher de la BCE, correspondant à une exigence de buffer O-SII de 2,0 %. Cela se traduit par une augmentation de 50 points de base des exigences en CET1.

Cette évolution est sans effet sur l'exigence de ratio de levier du Groupe.

Elle sera mise en œuvre de manière progressive : +25 points de base à compter du 1er janvier 2027, puis +25 points de base supplémentaires au 1er janvier 2028.

Cette exigence O-SII révisée a été anticipée. Elle est intégrée dans la trajectoire de capital du Groupe, qui vise un ratio CET1 de 13% au 31 décembre 2027 et au 31 décembre 2028.

Au 31 mars 2026, le ratio CET1 de BNP Paribas s'élève à 12,8%, en hausse de 20 points de base par rapport au 31 décembre 2025, très largement au-dessus de l'exigence SREP de 10,42% au 31 mars 2026, elle-même en recul de 10 points de base par rapport au 31 décembre 2025.

Ce cadre révisé n'a pas d'impact sur la politique de retour aux actionnaires.

BNP Paribas publiera ses résultats du 1^{er} trimestre 2026 le 30 avril prochain.

A propos de BNP Paribas

Leader européen des services bancaires et financiers, BNP Paribas est présent dans 64 pays et territoires et rassemble plus de 180 000 collaborateurs, dont plus de 146 000 en Europe. Les activités du Groupe sont structurées autour de trois grands pôles opérationnels : Commercial, Personal Banking & Services pour l'ensemble des banques commerciales et plusieurs métiers spécialisés; Investment & Protection Services pour les solutions d'épargne, d'investissement et de protection ; et Corporate & Institutional Banking, une passerelle entre les entreprises et les institutionnels. Fort d'un solide modèle diversifié et intégré, le Groupe accompagne l'ensemble de ses clients (particuliers, entrepreneurs, PME, grandes entreprises et institutionnels) pour les aider à réaliser leurs projets en leur proposant des services de financement, d'investissement, d'épargne ou de protection. Le Groupe est historiquement implanté sur quatre marchés dans la zone euro : la France, l'Italie, la Belgique et le Luxembourg. Acteur bancaire international de premier plan, le Groupe dispose de plateformes et de métiers leaders en Europe, d'une forte présence dans la zone Amériques, ainsi que d'un dispositif solide et en forte croissance en Asie-Pacifique. BNP Paribas met en œuvre dans l'ensemble de ses activités une démarche de Responsabilité Sociale et Environnementale lui permettant de contribuer à la construction d'un futur durable, tout en assurant la performance et la stabilité du Groupe.

Contact presse

Giorgia Rowe – giorgia.rowe@bnpparibas.com – + 33 6 64 27 57 96



BNP PARIBAS

LE GROUPE BNP PARIBAS ANNONCE AVOIR FINALISÉ LA MISE EN PLACE DE SON PARTENARIAT DE LONG TERME AVEC LE GROUPE AGEAS

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 28 avril 2026

Suite à la signature le 7 décembre 2025 d'un accord-cadre entre les Groupes BNP Paribas et Ageas, BNP Paribas Fortis a cédé aujourd'hui à Ageas sa participation de 25% dans AG Insurance pour un montant de 1,9 milliard d'euros et a renouvelé son partenariat historique de bancassurance (épargne, protection et assurance dommage) avec AG Insurance en Belgique.

AG Insurance et BNP Paribas Asset Management ont signé un partenariat de long-terme couvrant les investissements d'AG Insurance dans certaines classes d'actifs, mettant à profit l'offre proposée par BNP Paribas Asset Management au bénéfice de ses clients assureurs et fonds de pension.

BNP Paribas Cardif, filiale d'assurance du Groupe BNP Paribas a porté sa participation de 14,9% à 22,5% dans Ageas au terme d'un investissement de 1,1 milliard d'euros, contribuant notamment à l'augmentation de capital d'Ageas réalisée ce jour.

Actionnaire de long terme, le Groupe BNP Paribas conforte ainsi la capacité de développement d'Ageas tout en protégeant son autonomie et son indépendance. A cet effet, les deux Groupes ont signé un *Relationship Agreement*.

Cette opération se traduit par un résultat net de cession de 840 millions d'euros et un impact positif de +5bp du ratio CET1 après distribution du résultat. Par ailleurs, il est attendu que le résultat net part du groupe progresse de façon récurrente de 40 millions d'euros en base annuelle.

A propos de BNP Paribas

Leader européen des services bancaires et financiers, BNP Paribas est présent dans 64 pays et territoires et rassemble plus de 180 000 collaborateurs, dont plus de 146 000 en Europe. Les activités du Groupe sont structurées autour de trois grands pôles opérationnels : Commercial, Personal Banking & Services pour l'ensemble des banques commerciales et plusieurs métiers spécialisés; Investment & Protection Services pour les solutions d'épargne, d'investissement et de protection ; et Corporate & Institutional Banking, une passerelle entre les entreprises et les institutionnels. Fort d'un solide modèle diversifié et intégré, le Groupe accompagne l'ensemble de ses clients (particuliers, entrepreneurs, PME, grandes entreprises et institutionnels) pour les aider à réaliser leurs projets en leur proposant des services de financement, d'investissement, d'épargne ou de protection. Le Groupe est historiquement implanté sur quatre marchés dans la zone euro : la France, l'Italie, la Belgique et le Luxembourg. Acteur bancaire international de premier plan, le Groupe dispose de plateformes et de métiers leaders en Europe, d'une forte présence dans la zone Amériques, ainsi que d'un dispositif solide et en forte croissance en Asie-Pacifique. BNP Paribas met en œuvre dans l'ensemble de ses activités une démarche de Responsabilité Sociale et Environnementale lui permettant de contribuer à la construction d'un futur durable, tout en assurant la performance et la stabilité du Groupe.

Contact presse

Thomas Alexandre – thomas.alexandre@bnpparibas.com – +33 6 02 19 48 69

Hacina Habchi – hacina.habchi@bnpparibas.com – +33 7 61 97 65 20



BNP PARIBAS

ACCORD AVEC HOLMARCOM FINANCE COMPANY (HFC) POUR LA CESSIION DE LA BMCI AU MAROC

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 29 avril 2026

Après leur entrée en discussions exclusives annoncée le 12 décembre 2025, BNP Paribas et Holmarcom Finance Company ont conclu un accord portant sur la cession par BNP Paribas à HFC de l'intégralité de sa participation majoritaire de 67% dans la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI).

Le groupe Holmarcom, partenaire de longue date et actionnaire de la BMCI depuis plus de 30 ans, poursuivra le développement de la banque au Maroc au bénéfice des actionnaires, des clients et des collaborateurs de la BMCI.

BNP Paribas réaffirme son engagement à long terme au Maroc. Le Groupe entend y poursuivre le développement de ses activités de banque d'investissement, et un accord de partenariat commercial avec HFC assurera la continuité de services auprès des entreprises clientes du groupe BNP Paribas et de celles de la BMCI.

La réalisation effective de cette transaction, attendue pour le 4ème trimestre 2026, est soumise à l'obtention des autorisations réglementaires requises. Son impact sur le ratio CET1 de BNP Paribas à date de réalisation est estimé à environ 15 bps.

A propos de BNP Paribas

Leader européen des services bancaires et financiers, BNP Paribas est présent dans 64 pays et territoires et rassemble plus de 180 000 collaborateurs, dont plus de 146 000 en Europe. Les activités du Groupe sont structurées autour de trois grands pôles opérationnels : Commercial, Personal Banking & Services pour l'ensemble des banques commerciales et plusieurs métiers spécialisés ; Investment & Protection Services pour les solutions d'épargne, d'investissement et de protection ; et Corporate & Institutional Banking, une passerelle entre les entreprises et les institutionnels. Fort d'un solide modèle diversifié et intégré, le Groupe accompagne l'ensemble de ses clients (particuliers, entrepreneurs, PME, grandes entreprises et institutionnels) pour les aider à réaliser leurs projets en leur proposant des services de financement, d'investissement, d'épargne ou de protection. Le Groupe est historiquement implanté sur quatre marchés dans la zone euro : la France, l'Italie, la Belgique et le Luxembourg. Acteur bancaire international de premier plan, le Groupe dispose de plateformes et de métiers leaders en Europe, d'une forte présence dans la zone Amériques, ainsi que d'un dispositif solide et en forte croissance en Asie-Pacifique. BNP Paribas met en œuvre dans l'ensemble de ses activités une démarche de Responsabilité Sociale et Environnementale lui permettant de contribuer à la construction d'un futur durable, tout en assurant la performance et la stabilité du Groupe.

Contact presse

Hélène Luis Arhab – helene.luisarhab@bnpparibas.com – +33 6 70 13 55 21

Hacina Habchi – hacina.habchi@bnpparibas.com – +33 7 61 97 65 20

6. Informations complémentaires

6.1 Accessibilité de l'amendement

Ce document est disponible sur le site internet <https://invest.bnpparibas/> ou sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers www.amf-france.org.

Toute personne désireuse d'obtenir des renseignements complémentaires sur le Groupe BNP Paribas peut, sans engagement, demander les documents :

▪ **par courrier :**

BNP Paribas – Finance & Stratégie
Relations Investisseurs et Information Financière
Palais du Hanovre
16 rue de Hanovre – CAT03B2
75002 Paris

▪ **par téléphone :** + 33 (0)1 40 14 63 58

L'information règlementée est accessible sur le site : <https://invest.bnpparibas.com/information-reglementee>

6.2 Changement significatif

A l'exception des éléments mentionnés dans l'Amendement au Document d'enregistrement universel 2025, aucun changement significatif de la situation financière du Groupe n'est survenu depuis le 31 mars 2026, aucun changement significatif de la situation financière ou de la performance financière du Groupe n'est survenu depuis la fin de la dernière période pour laquelle des états financiers vérifiés ont été publiés et en particulier depuis la signature du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés en date du 19 mars 2026.

A la connaissance de BNP Paribas, il n'y a pas eu d'événements récents qui soient significativement pertinents pour l'évaluation de la solvabilité de BNP Paribas depuis le 31 mars 2026.

6.3 Passifs éventuels

BNP Paribas (la « Banque ») est partie en tant que défenderesse à plusieurs litiges, différends et procédures (y compris des enquêtes par des autorités judiciaires ou de supervision) dans un certain nombre de juridictions, découlant du cours normal de ses activités commerciales, y compris entre autres en lien avec ses activités en qualité de contrepartie, prêteur, employeur, investisseur et contribuable.

Les risques y afférents ont été évalués par la Banque et font l'objet, le cas échéant, de provisions présentées dans les notes 4.n « Provisions pour risques et charges » et 4.e « Actifs financiers au coût amorti », des Etats Financiers consolidés au 31 décembre 2025, une provision étant constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les principaux passifs éventuels représentatifs de procédures judiciaires, administratives ou arbitrales en cours à la date du 31 mars 2026 sont quant à eux décrits ci-dessous. La Banque considère actuellement qu'aucune de ces procédures n'est de nature à avoir un impact défavorable significatif sur sa situation financière ou sa rentabilité, néanmoins l'issue de procédures judiciaires ou administratives est par nature imprévisible.

La Banque et certaines de ses filiales sont défenderesses dans plusieurs recours devant le tribunal des faillites américain (United States Bankruptcy Court Southern District of New York) intentés par le liquidateur de la société Bernard L. Madoff Investment Securities LLC (ci-après « BLMIS »). Ces

recours, connus sous le nom de demandes de « clawback », s'apparentent aux divers recours introduits par le liquidateur de BLMIS en vertu du Code des faillites des États-Unis (U.S. Bankruptcy Code) et de la loi de l'État de New York à l'encontre de nombreuses institutions, et visent au recouvrement de sommes prétendument transférées aux entités du Groupe BNP Paribas par BLMIS ou indirectement par le biais de fonds liés à BLMIS et dans lesquels des entités du Groupe BNP Paribas détenaient des participations.

À la suite de certaines décisions du tribunal des faillites américain et de la « District Court » américaine entre 2016 et 2018, la majorité des actions du liquidateur de BLMIS ont été soit rejetées, soit considérablement limitées. Toutefois, ces décisions ont été soit infirmées, soit effectivement annulées par des décisions ultérieures de la Cour d'Appel des États-Unis pour le Deuxième Circuit rendues le 25 février 2019 et le 30 août 2021. Par conséquent, le liquidateur de BLMIS a réintroduit certains de ces recours et a fait valoir à fin mai 2023 des créances d'un montant global d'environ 1,2 milliard de dollars américains. Depuis mars 2025, à la suite du rejet de certains recours et demandes du liquidateur de BLMIS, le montant global des créances s'élève à environ 1,1 milliard de dollars américains. BNP Paribas dispose d'arguments très solides à opposer à ces recours, et se défend vigoureusement dans ces instances.

Une procédure judiciaire a été intentée en Belgique à la requête d'actionnaires minoritaires de l'ancien groupe Fortis contre la Société Fédérale de Participations et d'Investissement, Ageas et BNP Paribas, demandant notamment la condamnation de BNP Paribas à des dommages et intérêts à titre de restitution par équivalent d'une partie des actions de BNP Paribas Fortis, qui lui ont été apportées en 2009, au motif que le transfert de ces actions serait nul. Le Tribunal de l'entreprise de Bruxelles a décidé, le 29 avril 2016, de surseoir à statuer jusqu'à l'issue de la procédure pénale en cours en Belgique dans le dossier Fortis. Dans cette procédure pénale, le ministère public a demandé un non-lieu. Elle est aujourd'hui définitivement clôturée, la Chambre du conseil du Tribunal de première instance de Bruxelles ayant constaté la prescription des charges dans une ordonnance du 4 septembre 2020, devenue définitive. Certains actionnaires minoritaires ont poursuivi la procédure judiciaire contre BNP Paribas et la Société Fédérale de Participations et d'Investissement devant le Tribunal de l'entreprise de Bruxelles. Par un jugement de première instance du 3 avril 2025, ce dernier a rejeté l'ensemble des demandes de ces actionnaires au motif qu'elles sont irrecevables, prescrites ou non-fondées. Ces actionnaires minoritaires ont interjeté appel de ce jugement de première instance le 27 janvier 2026.

La Banque et l'une de ses filiales américaines sont défenderesses dans une action civile de groupe et des actions individuelles connexes en dommages-intérêts devant la Cour de district des États-Unis pour le district sud de New York (la « District Court ») intentée par d'anciens citoyens soudanais, aujourd'hui citoyens et résidents américains, affirmant avoir été lésés par le gouvernement soudanais entre 1997 et 2011. Les plaignants fondent leurs demandes sur les faits historiques mentionnés dans les accords du 30 juin 2014 passés entre la Banque et les autorités américaines concernant le traitement de transactions financières pour des entités dans certains pays soumis aux sanctions économiques américaines. Début 2024, le Conseil des gouverneurs de la Réserve Fédérale des États-Unis et le Secrétariat Général de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution en France ont annoncé la fin de la période probatoire de BNP Paribas et le retrait de l'ordonnance dite 'Cease and Desist Order' de 2014, marquant le plein accomplissement par le Groupe de ses obligations au titre du plan de remédiation fixé par cette ordonnance. Les plaignants allèguent que les transactions traitées par la Banque, principalement par l'intermédiaire de sa filiale basée en Suisse (qui est aujourd'hui une succursale de la Banque), avec des entités soudanaises visées par les sanctions américaines rendent la Banque et sa filiale américaine responsables pour les dommages commis envers les plaignants par le gouvernement Soudanais. Le 9 mai 2024, la District Court a accepté la demande des plaignants d'exercer une action de groupe pour l'ensemble des réfugiés ou demandeurs d'asile admis par les États-Unis et ayant vécu au Soudan ou au Sud Soudan entre novembre 1997 et décembre 2011. La District Court a par la suite fixé au 8 septembre 2025 la date du procès concernant les demandes de trois des plaignants nommément désignés dans le cadre de cette action. Le 6 octobre 2025, la District Court a statué en faveur de la filiale américaine de la Banque en rejetant la demande présentée par les plaignants à son encontre. Le 17 octobre 2025, le jury a rendu un verdict à l'encontre de BNP Paribas S.A. accordant un montant total de 20,75 millions de dollars aux trois plaignants. Le 8 janvier 2026, la District Court a fait droit à la requête de la Banque de certifier sans délai un appel du verdict du jury. Le 6 février 2026, BNP Paribas a fait appel. BNP Paribas continue de disposer d'arguments de défense très solides, notamment l'absence de responsabilité et de lien de causalité au regard du droit suisse qui régit ces actions. La Banque continuera de se

défendre vigoureusement contre ces demandes et croit fermement que ce verdict doit être annulé en appel.

BNP Paribas Bank Polska détient des portefeuilles de prêts hypothécaires en franc suisse ou indexés sur le franc suisse. Les contrats de prêts en franc suisse, dont la majorité a été conclue entre 2006 et 2008, ont été contractés conformément aux pratiques du secteur en vigueur au moment de leur conclusion. Comme de nombreuses autres institutions financières en Pologne, BNP Paribas Bank Polska est défenderesse dans des actions civiles intentées par des clients ayant contracté ces prêts hypothécaires. BNP Paribas Bank Polska n'est partie à aucune action de groupe fondée sur ces contrats de prêt.

Au 31 décembre 2025, BNP Paribas Bank Polska était défenderesse dans 5 865 procédures judiciaires individuelles, pour lesquelles les demandeurs requièrent soit une déclaration de nullité du contrat de prêt hypothécaire, soit une déclaration de caducité permanente du contrat et le remboursement des montants déjà payés. Le nombre significatif de réclamations contre les banques en lien avec ces prêts hypothécaires est considéré comme ayant été influencé par les variations de taux de change depuis 2009 et les évolutions des décisions judiciaires au niveau de l'UE et de la Pologne depuis 2019. En particulier, les tribunaux polonais ont à ce jour, dans la grande majorité des procédures, jugé que ces contrats de prêt hypothécaire étaient invalides ou caducs.

Depuis décembre 2021, BNP Paribas Bank Polska mène des négociations individuelles avec les clients avec lesquels elle est en litige ou avec lesquels il existe un risque raisonnable d'entrer en litige.

Depuis 2024, les contentieux relatifs au crédit à la consommation en Espagne se concentrent principalement sur la question de la transparence contractuelle des contrats de crédit renouvelable.

Cette tendance a été confirmée par les arrêts de la Cour suprême du 30 janvier 2025. Les procédures en cours visent à faire préciser par les juridictions du fond l'application pratique, aux différentes générations de contrat, des exigences de transparence dégagées par la Cour Suprême.

Le 7 octobre 2025, la Financial Conduct Authority (« FCA ») au Royaume-Uni a soumis à consultation le document CP25/27, exposant un projet de dispositif d'indemnisation des consommateurs de crédits automobiles (le « Dispositif »). Ce Dispositif, destiné aux contrats de financement automobile régulés, vise à accorder une compensation aux clients ayant subi un traitement jugé inéquitable. À l'issue d'une période de consultation clôturée le 12 décembre 2025, qui a suscité de nombreuses observations de la part des acteurs du secteur, la FCA a publié le 30 mars 2026 la politique PS26/3 relative à ce Dispositif. La FCA a depuis annoncé que le Dispositif faisait l'objet d'un recours juridique et qu'elle examine actuellement sa position. Le Groupe demeure attentif à ces évolutions et répond aux exigences réglementaires.

Comme de nombreuses autres institutions financières dans les secteurs de la banque, de l'investissement, des fonds communs ou du courtage, la Banque a reçu ou est susceptible de recevoir des demandes d'information ou de faire l'objet d'enquêtes d'autorités de supervision, d'agences gouvernementales ou d'autorégulation. La Banque répond à ces requêtes, coopère avec les autorités et régulateurs en question et s'efforce de traiter et de remédier aux points soulevés.

Courant 2023, à l'instar d'autres établissements financiers, BNP Paribas a été perquisitionné par le parquet national financier et a été informé de l'ouverture d'une enquête préliminaire portant sur des opérations sur titres français.

Il n'existe pas d'autre procédure judiciaire, administrative ou d'arbitrage (y compris toute procédure qui est en suspens ou dont elle est menacée), susceptible d'avoir ou ayant eu, au cours des douze derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Banque.

7. Responsable du contrôle des comptes

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

Ernst & Young et Autres
Tour First
TSA 14 444
92037 Paris-La Défense cedex

- Deloitte & Associés a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 14 mai 2024 pour une durée de six exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2030 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2006.

Deloitte & Associés est représenté par Damien Leurent et Jean-Vincent Coustel.

- Ernst & Young et Autres a été nommé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 14 mai 2024 pour une durée de six exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2030 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

Ernst & Young et Autres est représenté par Olivier Drion.

Deloitte & Associés et Ernst & Young et Autres sont enregistrés comme Commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et du Centre et placés sous l'autorité de la « Haute autorité de l'audit ».

8. Responsable du Document d'enregistrement universel

PERSONNE RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL ET DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

M. Jean-Laurent BONNAFÉ, Directeur Général de BNP Paribas.

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste que les informations contenues dans le présent amendement sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Fait à Paris, le 30 avril 2026

Le Directeur Général

Jean-Laurent BONNAFÉ

9. Tables de concordance

Afin de faciliter la lecture du Document d'enregistrement universel, la présente table de concordance reprend les rubriques prévues par le Règlement délégué (UE) 2019/980 (Annexe I), complétant le Règlement européen 2017/1129 dit Règlement « Prospectus » et renvoie aux pages du présent Document d'enregistrement universel où sont mentionnées les informations relatives à chacune des rubriques.

Rubriques de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2019/980	N° de page du document d'enregistrement universel	N° de page du premier amendement
1. PERSONNES RESPONSABLES		
Personne responsable du		
1.1. Document d'enregistrement universel	924	57
1.2. Attestation de la personne responsable du Document d'enregistrement universel	924	57
1.3. Attestation ou rapport attribué à une personne intervenant en qualité d'expert		
1.4. Informations provenant d'un tiers		
1.5. Approbation de l'autorité compétente	1	1
2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	923	56
3. FACTEURS DE RISQUE	353-367	
4. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR	4-8	
5. APERÇU DES ACTIVITÉS		
5.1. Principales activités	9-22 ; 242-247 ; 898-914	
5.2. Principaux marchés	9-22 ; 242-247 ; 898-914	
5.3. Histoire et évolution de la société	7-8	
5.4. Stratégie et objectifs	178-180	
5.5. Dépendance éventuelle	896	
5.6. Éléments fondateurs de toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	9-22 ; 152-162	
5.7. Investissements	307-310 ; 690 ; 897	
6. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE		
6.1. Description sommaire du Groupe/Organigramme	4-5 ; 707	
6.2. Liste des filiales importantes	316-333 ; 683-687 ; 898-912	
7. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT		
7.1. Situation financière	180 ; 200-205 ; 654-655	4-30
7.2. Résultat d'exploitation	152-162 ; 169-170 ; 184-195 ; 200 ; 243 ; 654	23
8. TRÉSORERIE ET CAPITAUX		
8.1. Capitaux de l'émetteur	204-205 ; 349-350 ; 680	33 ; 35
8.2. Source et montant des flux de trésorerie	203	
8.3. Besoins de financement et structure de financement	181 ; 563-582	8
8.4. Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement	N/A	

Rubriques de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2019/980	N° de page du document d'enregistrement universel	N° de page du premier amendement
ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de l'émetteur		
8.5. Sources de financement attendues pour honorer les investissements	N/A	
9. ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE	345-346 ; 369-370	
10. INFORMATION SUR LES TENDANCES	178-180 ; 897	
10.1. Principales tendances récentes	178-180 ; 897	49-52
10.2. Tendances susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur	178-180 ; 897	49-52
11. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE		
11.1. Prévisions ou estimations du bénéfice publiées	N/A	
11.2. Déclaration énonçant les principales hypothèses de prévisions	N/A	
11.3. Déclaration de comparabilité avec les informations	N/A	
12. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE		
12.1. Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction	37-53 ; 86-92 ; 102 ; 125 ; 131	
12.2. Conflit d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction	58-63 ; 79-81 ; 88-89	
13. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES		
13.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	94-124 ; 293-300 ; 312	
13.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	94-124 ; 293-300 ; 312	
14. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION		
14.1. Date d'expiration des mandats actuels	39-53	
14.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	N/A	
14.3. Informations sur le Comité d'audit et le Comité des rémunérations	73-75 ; 81-84	
14.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme à un régime de Gouvernement d'entreprise qui lui est applicable	54-75	
14.5. Incidences significatives potentielles sur la gouvernance d'entreprise	51 ; 86-92	
15. SALARIÉS		
15.1. Nombre de salariés	4 ; 678 ; 708 ; 776-780	
15.2. Actionnariat et stock-options	25-32 ; 94-125 ; 226-227	

Rubriques de l'annexe I du Règlement délégué (UE) 2019/980	N° de page du document d'enregistrement universel	N° de page du premier amendement
15.3. Accord prévoyant une participation des salariés au capital de l'émetteur		
16. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES		
16.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	23-24	
16.2. Existence de droits de vote différents des principaux actionnaires	23	
16.3. Contrôle de l'émetteur	23-24	
16.4. Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure entraîner un changement de son contrôle	24	
17. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	93-125 ; 240 ; 313-315 ; 921-922	
18. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT L'ACTIF ET LE PASSIF, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR		
18.1. Informations financières historiques, y compris les états financiers	6 ; 27 ; 152-335 ; 653-691	23-26
18.2. Informations financières intermédiaires et autres	N/A	23-26
18.3. Audit des informations financières annuelles historiques	336-342 ; 692-697	
18.4. Informations financières pro-forma	N/A	
18.5. Politique de distribution des dividendes	28 ; 30-31 ; 153 ; 682	
18.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage	305-306	53-55
18.7. Changement significatif de la situation financière de l'émetteur	897	53
19. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES		
19.1. Capital social	23 ; 301-302 ; 676-677 ; 915 ; 936	
19.2. Acte constitutif et statuts	915-920	
20. CONTRATS IMPORTANTS	896	
21. DOCUMENTS DISPONIBLES	896	53